

UNE DÉLÉGATION MINISTÉRIELLE INSPECTE
LE PROJET À BEJAÏA

Lancement imminent de la mine de zinc-plomb

Une délégation ministérielle conduite par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a effectué, avant-hier, une visite de travail dans la wilaya de Béjaïa afin de s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs pour le lancement de l'exploitation de la mine de zinc-plomb située dans les communes d'Amizour et de Tala Hamza. P 3



COMMERCE EXTÉRIEUR ET
PROMOTION DES
EXPORTATIONS
**La qualité des
produits de pâtisserie
nationaux saluée**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a salué avant-hier à Alger la qualité de la production nationale des produits et ustensiles de pâtisserie, soulignant le niveau avancé qu'elle a atteint en termes de qualité et de conditionnement.

P 2

PÉTROLE
**Le Sahara Blend en
tête les bruts arabes
les plus chers**

Les prix des bruts arabes ont enregistré une hausse généralisée durant le mois de février 2026, dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes sur les marchés énergétiques internationaux. Dans ce sillage, le brut algérien Sahara Blend s'est distingué en occupant la première place parmi les pétroles arabes les plus chers, tandis que la production nationale a légèrement progressé, selon les données du dernier rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

P 3

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
**Renforcement de
l'irrigation et
lancement de projets
stratégiques**

Les pouvoirs publics poursuivent leurs efforts pour renforcer la sécurité alimentaire et développer la production agricole nationale à travers la mobilisation des ressources hydriques et la promotion de projets stratégiques. Deux réunions interministérielles tenues mercredi et jeudi à Alger ont mis en lumière cette orientation, en réunissant les responsables des secteurs de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Enseignement supérieur.

P 5

"TECH4CONNECT 2026"
**Huawei Algérie récompense
les étudiants lauréats en
AgriTech et Villes
intelligentes** P 3

GESTION DES COMMUNES
**Un projet de décret exécutif
pour une nouvelle vision
organisationnelle en cours
d'examen** P 5

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
ET COMMERCE
**Londres et Alger
intensifient
leur coopération** P 3

"TECH4CONNECT 2026"
Huawei Algérie
récompense les
étudiants lauréats en
AgriTech et Villes
intelligentes

L'entreprise Huawei Algérie a récompensé, mercredi soir à Alger, lors de l'ICT Day, les équipes d'étudiants victorieuses du premier hackathon "Tech4Connect 2026" sur les défis cruciaux de l'AgriTech et des Villes intelligentes via les technologies IA, 5G et Huawei Cloud.

La cérémonie de remise des prix s'est déroulée en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, ainsi que de représentants d'entreprises publiques et privées activant notamment dans le secteur. Cette compétition de 48 heures a réuni plus de 200 étudiants, répartis en équipes de trois (composées d'un spécialiste IA, d'un expert domaine et d'un lead design), avec pour mission de développer des prototypes innovants via Huawei Cloud, axés sur l'intelligence artificielle, la 5G et l'énergie numérique, dans le but de bâtir des villes intelligentes et durables.

Deux équipes gagnantes ont été choisies dans chaque catégorie, récompensant l'innovation et la créativité de la jeunesse universitaire algérienne.

La soirée, organisée dans une ambiance ramadhaneque, a également été marquée par un temps fort dédié à la reconnaissance de l'excellence académique. Huawei Algérie a tenu à honorer les étudiants ayant participé et remporté les premiers prix du programme "Seeds for the Future" organisé en 2025. Ces lauréats, issus de plus de 44 universités dans le domaine des TIC, avaient effectué un stage de 15 jours à Alger avant de se rendre en Chine pour une immersion d'une semaine au sein du siège du groupe.

S'exprimant lors de cette cérémonie, le ministre a mis en avant le rôle central des jeunes et des étudiants algériens dans le chantier de la numérisation, une nécessité impulsée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il a souligné la collaboration avec l'entreprise de télécommunications Huawei pour intégrer des programmes développés par des start-up algériennes au sein des systèmes technologiques du groupe.

"Nous possédons toutes les compétences nécessaires, et nos ingénieurs sont capables de développer de tels logiciels au sein des systèmes technologiques les plus complexes conçus par Huawei", a-t-il affirmé, en référence aux projets primés lors des compétitions étudiantes.

Le ministre a, également, évoqué l'importance des micro-entreprises financées par les dispositifs de l'Etat, qui peuvent contribuer à "accélérer le rythme de la numérisation, à augmenter le taux d'intégration et à mieux maîtriser ces technologies sensibles".

De son côté, le P-dg de Huawei, Tony Sze, a salué la "profondeur des relations historiques" entre l'Algérie et la Chine, réaffirmant "l'engagement du groupe à accompagner la transformation numérique du pays". Il a particulièrement insisté sur la dimension stratégique de la formation, soulignant la collaboration étroite de Huawei avec différents secteurs.

R E

COMMERCE EXTÉRIEUR ET PROMOTION DES EXPORTATIONS

La qualité des produits de pâtisserie nationaux saluée

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a salué avant-hier à Alger la qualité de la production nationale des produits et ustensiles de pâtisserie, soulignant le niveau avancé qu'elle a atteint en termes de qualité et de conditionnement.

Par Z R.

C'est ce qu'a déclaré le ministre, à la presse lors de l'inauguration en compagnie de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, et du wali déléguée de la circonscription administrative de Hussein Dey, Nadjia Nassib, du Salon des produits et ustensiles de pâtisserie, organisé par le ministère.

Le ministre a expliqué qu'un nombre de ces produits sont actuellement exportés vers plusieurs pays, après que les entreprises productrices ont satisfait les besoins du marché national et approvisionné les familles algériennes avant de se tourner progressivement vers l'exportation.

Regig a considéré que la concurrence entre les entreprises dans le domaine de l'exportation témoigne du développement qu'a connu cette filière, soulignant que les résultats obtenus s'inscrivaient dans le cadre de la politique menée par le gouvernement pour la mise en œuvre du programme du

président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

De son côté, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a affirmé que son département ministériel accorde un intérêt particulier à la promotion du produit national et à la satisfaction des besoins du marché national en différents divers produits de consommation. «Cet événement reflétait la dynamique du secteur agroalimentaire en Algérie, notamment à travers la diversité et la qualité des produits locaux présentés», a-t-elle souligné.

Elle a ajouté que le salon a permis de constater la disponibilité de certains produits algériens sans gluten destinés aux personnes atteintes de la maladie coeliaque, ce qui contribue, selon elle, à la diversification des produits de consommation et à la satisfaction des besoins des différentes catégories de consommateurs.

MmeAbdellatif a également indiqué que le ministère œuvre à l'accompagnement du consommateur en veillant à la qualité des

produits, tout en soutenant les opérateurs économiques locaux par la facilitation des procédures et l'encouragement des initiatives qui contribuent au développement de l'économie nationale.

Il est à rappeler que le salon se poursuit jusqu'au 16 mars au niveau de la Promenade des Sablettes à Alger, avec la participation de près de 50 exposants, parmi lesquels des producteurs et des fournisseurs spécialisés dans les fournitures et outils de l'industrie de la confiserie, les articles de décoration et d'emballage, ainsi que les composants de base et les équipements liés à cette activité, en plus de certaines banques et institutions de soutien aux projets et à l'entrepreneuriat.

Cette manifestation, organisée sous le slogan "Qualité locale et perspectives d'exportation", vise à accompagner les opérateurs économiques, à encourager la production nationale et à ouvrir de nouvelles perspectives aux entreprises activant dans le domaine de la confiserie pour accéder aux marchés extérieurs.

PROTECTION CIVILE

Un séminaire régional à Aïn Defla pour renforcer la gestion financière du secteur

Synthèse S R

La Direction générale de la Protection civile a organisé, les 12 et 13 mars 2026 à Aïn Defla, un séminaire régional d'étude consacré aux stratégies de gestion financière au profit des directeurs de la Protection civile et des chefs des services de l'administration et de la logistique des wilayas du Centre et du Centre-Ouest du pays.

Placée sous la supervision du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, et en présence du wali de la wilaya d'Aïn Defla, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme annuel de l'institution, notamment le Programme 18 intitulé «Protection civile», relatif à la stratégie de gestion financière à moyen terme.

Ce séminaire vise principalement à définir les objectifs du budget-programmes de la Direction générale de la Protection civile et à renforcer la coordination entre les différents responsables chargés de la gestion financière et programmatique du secteur. L'objectif est d'améliorer la gouvernance dans l'utilisation des ressources publiques et d'assurer l'atteinte des objectifs fixés.

Les travaux permettront également de tracer les grandes orientations de la gestion financière pour l'année 2026 et d'identifier les axes stratégiques à moyen terme, à travers l'élaboration d'un plan d'action opérationnel. Celui-ci devra orienter les ressources financières vers le renforcement des capacités d'intervention et l'amélioration du niveau de préparation des structures de la Protection civile. Une attention particulière sera accordée à la prise en charge des infrastructures opérationnelles du secteur, notamment par l'accompagnement administratif et financier des projets, depuis leur inscription dans les programmes de développement jusqu'à leur réalisation et leur réception. L'entretien périodique de ces infrastructures sera également abordé, avec l'allocation des moyens nécessaires afin de garantir leur disponibilité et d'améliorer la qualité des services fournis aux citoyens.

La rencontre a été aussi l'occasion de présenter la situation des projets programmés dans le cadre des plans de développement du secteur, tant sur le plan matériel que financier, et d'identifier les contraintes ayant retardé la concrétisation de certains d'entre eux, afin de pren-

dre les mesures nécessaires pour accélérer leur mise en œuvre.

Par ailleurs, les participants travailleront à l'élaboration d'une feuille de route financière préparatoire pour 2027, notamment en ce qui concerne la programmation de nouveaux projets de réalisation d'unités de la Protection civile, en prévision des séances d'arbitrage avec le ministère des Finances dans le cadre de la préparation du projet de loi de finances. Selon la Direction générale de la Protection civile, des crédits financiers importants ont été consacrés au titre de l'exercice budgétaire 2026, supérieurs à ceux des années précédentes. Ces ressources ont été notifiées aux responsables des différentes activités, offrant ainsi davantage de marge pour améliorer la gestion financière et assurer la mise en œuvre efficace des programmes arrêtés.

Ce séminaire s'inscrit dans une série de rencontres régionales programmées à travers plusieurs wilayas du pays. Après Aïn Defla, une réunion similaire se tiendra à Bordj Bou Arreridj les 15 et 16 mars, suivie de Ouargla les 31 mars et 1er avril, avant la clôture de ce cycle de rencontres à Tamanrasset les 6 et 7 avril 2026.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE DÉLÉGATION MINISTÉRIELLE INSPECTE LE PROJET À BEJAÏA

Lancement imminent de la mine de zinc-plomb

Une délégation ministérielle conduite par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a effectué, avant-hier, une visite de travail dans la wilaya de Béjaïa afin de s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs pour le lancement de l'exploitation de la mine de zinc-plomb située dans les communes d'Amizour et de Tala Hamza.

Par Z R.

La délégation comprenait également le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, la secrétaire d'État chargée des Mines Karima Bakir Tafer, ainsi que des responsables du secteur minier, dont le directeur général du groupe Sonarem et le PDG de Entreprise nationale des produits miniers non ferreux et des substances utiles. Au cours de la visite, la délégation a inspecté les travaux d'aménagement de l'accès à la mine et a suivi un exposé technique portant sur le projet de liaison du site minier à l'Autoroute Est-Ouest. Cette infrastructure vise à faciliter le transport des équipements et des matériaux nécessaires à l'exploitation, tout en assurant une meilleure fluidité logistique. À cette occasion, M. Arkab a souligné que ce projet minier figure parmi les plus importants du secteur en Algérie, compte tenu de ses dimensions économiques et de développement. Il a insisté sur la nécessité d'un suivi rigoureux des différentes étapes du projet afin de garantir le respect des délais et des normes tech-

niques les plus élevées. Considéré comme l'un des plus grands gisements au monde, le projet de la mine de Tala Hamza-Oued Amizour devrait marquer une nouvelle étape dans le développement économique de la région. Avec des réserves estimées à près de 34 millions de tonnes exploitables, ce gisement permettra à l'Algérie de renforcer sa présence sur le marché international du zinc et du plomb. S'étendant sur une superficie de 234 hectares, la mine devrait produire, dans une première phase, environ 170 000 tonnes de concentré de zinc et 30 000 tonnes de plomb par an, avec une montée en puissance pouvant atteindre 250 000 tonnes de zinc. Cette capacité placerait le pays parmi les producteurs significatifs sur le marché mondial. Le projet est porté, rappelle-t-on, par la joint-venture Western Mediterranean Zinc, qui associe Sonarem à la société australienne Terramin. L'investissement global est estimé à plus de 470 millions de dollars et comprend également la réalisation d'une usine de transformation destinée à valoriser localement le minerai extrait.

Au-delà de l'exploitation minière, ce projet devrait générer d'importantes retombées économiques pour la région, notamment à travers la création de 700 à 800 emplois directs et près de 4 000 emplois indirects, tout en dynamisant des secteurs connexes tels que le transport ferroviaire et l'activité du port de Béjaïa. La délégation ministérielle a également rencontré les habitants du village d'Aït Bouzid, dont certains terrains sont concernés par des procédures d'expropriation. Les discussions ont porté sur les modalités d'indemnisation, les autorités réaffirmant leur engagement à garantir les droits des citoyens concernés conformément aux procédures légales. Selon les responsables, un compromis est en voie d'être trouvé afin de lever les dernières contraintes et permettre le lancement effectif de l'exploitation de ce projet stratégique, attendu dès mars 2026. Au-delà de ses retombées économiques, la mine de Tala Hamza-Amizour devrait contribuer à la valorisation des ressources minières nationales, au renforcement de la souveraineté économique du pays et à la diversification de l'économie nationale.

PÉTROLE

Le Sahara Blend en tête les bruts arabes les plus chers

Par Zahir R.

Les prix des bruts arabes ont enregistré une hausse généralisée durant le mois de février 2026, dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes sur les marchés énergétiques internationaux. Dans ce sillage, le brut algérien Sahara Blend s'est distingué en occupant la première place parmi les pétroles arabes les plus chers, tandis que la production nationale a légèrement progressé, selon les données du dernier rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). D'après ce rapport publié le 11 mars, le prix moyen du Sahara Blend a atteint 73,59 dollars le baril en février 2026, contre 67,73 dollars en janvier, soit une hausse de 5,86 dollars. Ce niveau place le brut algérien en tête des prix des pétroles arabes durant la période considérée, a rapporté Selon l'Energy research unit, basée à Washington. Il devance notamment le brut libyen Es Sider (71,14 dollars le baril), le brut émirati Murban (69,45 dollars), l'Arab Light saoudien (68,40 dollars) et le brut irakien Basra Medium (66,77 dollars). Le brut d'exportation koweïtien ferme la marche avec 66,61 dollars le baril, bien qu'il ait enregistré la plus forte progression mensuelle. Cette tendance haussière s'inscrit dans un mouvement plus large observé sur les marchés pétroliers internationaux. Le prix moyen du Brent s'est établi à 69,37 dollars le baril, en hausse de 7 % sur un mois, tan-

dis que le WTI américain a atteint 64,52 dollars. Le panier de référence de l'OPEP a également progressé pour atteindre 67,90 dollars le baril, contre 62,31 dollars en janvier. Parallèlement à cette évolution des prix, la production pétrolière de l'Algérie a enregistré une légère progression au cours du mois de février. Selon les données de l'OPEP, la production nationale a atteint 973 000 barils par jour, contre 967 000 barils par jour en janvier, soit une hausse de 6 000 barils quotidiens. Malgré les fluctuations mensuelles, la production algérienne demeure à ses niveaux les plus élevés depuis plus de deux ans et demi, c'est-à-dire depuis mai 2023. Cette stabilité est notamment liée à la dynamique observée depuis la seconde moitié de l'année 2025. Sur l'ensemble de l'année 2025, la production pétrolière du pays avait déjà progressé pour atteindre 934 000 barils par jour, contre 905 000 barils en 2024, illustrant le maintien d'un niveau d'activité soutenu dans le secteur. Les chiffres de février montrent par ailleurs que la production algérienne dépasse légèrement le plafond fixé pour le premier trimestre 2026 dans le cadre de l'accord de l'alliance OPEP+, qui prévoit pour l'Algérie un quota de 971 000 barils par jour. Dans ce cadre, les pays membres poursuivent une stratégie de retour progressif de certaines réductions volontaires de production afin de préserver l'équilibre du marché. Une reprise plus rapide des approvisionnements est d'ailleurs

attendue à partir d'avril prochain, ce qui pourrait porter la production algérienne à 977 000 barils par jour, conformément à la part attribuée au pays dans l'accord. À l'échelle globale, la production du groupe OPEP+ s'est établie à 42,72 millions de barils par jour en février, contre 42,27 millions en janvier, tandis que la production des seuls pays membres de l'OPEP a atteint 28,63 millions de barils par jour. Dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques et la volatilité des marchés, ces évolutions confirment la place du brut algérien parmi les références les plus valorisées de la région, tout en illustrant la stabilité relative de la production nationale dans le cadre des engagements internationaux.

Le baril de Brent à plus de 100 dollars

Les cours du pétrole sont stables vendredi, dans un marché attentif aux évolutions de l'escalade militaire dans le Golfe et au Moyen-Orient. Vers 10H45 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, cédait 0,27% à 100,19 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, baissait de 0,85% à 94,92 dollars.

PROJET DE LA PÉNÉTRANTE RELIANT BÉJAÏA À L'AUTOROUTE EST-OUEST Mise en service d'un tronçon s'étend sur une distance de 5 km

Un tronçon du projet de la pénétrante reliant le port de Béjaïa à l'autoroute est-ouest, a été mis en service, jeudi à Béjaïa, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. L'opération a été supervisée par le ministre du secteur, Abdelkader Djellaoui, en présence du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, du wali de Béjaïa, Kamel Eddine Kerbouche, ainsi que des représentants des autorités locales, et ce en marge de la visite effectuée par la délégation ministérielle dans la wilaya, afin de s'enquérir des préparatifs en cours pour le lancement de l'exploitation de la mine de zinc-plomb dans les deux communes d'Amizour et de Tala Hamza, précise la même source. Ce tronçon s'étend sur une distance de 5 km, du point kilométrique (PK) 16 au PK 11, selon le communiqué qui souligne l'importance de cette pénétrante qui permettra de "renforcer le réseau de l'infrastructure routière, d'améliorer le transport et d'appuyer les projets économiques et de développement dans la région, notamment le projet de l'exploitation de la mine de zinc-plomb à Amizour et à Tala Hamza".

R E.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET COMMERCE Londres et Alger intensifient leur coopération

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a rencontré avant-hier à Alger l'ambassadeur britannique James Downer. Selon un post du diplomate britannique sur son compte Facebook, cette rencontre a été l'occasion de souligner le partenariat fort et croissant entre le Royaume-Uni et l'Algérie. « Les discussions ont mis en évidence la large portée de notre coopération – de la collaboration en matière de défense et de sécurité aux efforts conjoints sur la gestion des migrations, la diversification économique et les grandes opportunités commerciales », indique l'ambassadeur britannique dans un communiqué. Avec le commerce bilatéral en hausse de 11 % par rapport à l'année dernière, le Royaume-Uni se dit prêt à soutenir les ambitions de l'Algérie en matière de transition énergétique, de développement des infrastructures et de croissance durable. « Nous avons également réaffirmé notre engagement à élargir les liens en anglais et dans l'enseignement supérieur, et à approfondir la coopération sur les questions régionales et mondiales où nos deux pays partagent des priorités communes », ajoute le communiqué.

S R.

TÉLÉCOMMUNICATION
S-MÉDIAS-RAMADHAN

Ooredoo Algérie
organise un Iftar en
l’honneur des médias

L'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo a organisé, mercredi soir, un Iftar en l'honneur de la grande famille des médias, a indiqué, jeudi, un communiqué de la même entreprise.

Cet Iftar s'est déroulé en présence du ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, du président par intérim de l'Autorité nationale indépendante de Régulation de l'Audiovisuel, M. Amar Bendjedda, ainsi que d'invités du secteur de la communication et de partenaires associatifs de Ooredoo.

L'évènement témoigne de "la place centrale qu'occupent les médias dans l'écosystème institutionnel et sociétal de l'entreprise, et de l'importance qu'elle accorde à l'accompagnement des initiatives citoyennes et médiatiques en Algérie", note la même source.

Dans le même élan, Ooredoo a également annoncé le lancement prochain de la 19e édition du concours "Media Star", dédié aux journalistes professionnels, visant à "récompenser l'excellence journalistique et à encourager les productions médiatiques de qualité".

L'opérateur a annoncé, également, la tenue de la 3e édition du concours "Etoile Montante", destiné aux étudiants en journalisme, afin de "soutenir et d'accompagner les talents émergents appelés à façonner les médias de demain".

A l'issue de cet Iftar, il a été procédé à la signature d'un partenariat stratégique avec l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP), ajoute le communiqué, précisant que la convention a été paraphée, conjointement, par le Président-directeur général de l'ANEP, M. Messaoud Alghem, et le Directeur général de Ooredoo Algérie, M. Roni Tohme, consacrant, ainsi, "une collaboration renforcée entre les deux institutions au service du développement et de la valorisation du secteur médiatique national".

Lors de son allocution à l'occasion de l'Iftar, M. Tohme a mis en avant l'attachement de son entreprise à la grande famille médiatique algérienne, considérée comme "un partenaire essentiel dans la diffusion de l'information et la valorisation des initiatives qui contribuent au progrès de notre société". Par cette initiative, Ooredoo réaffirme, également, "son engagement constant en faveur du dialogue, de la valorisation du travail journalistique et de l'accompagnement du secteur médiatique, acteur incontournable du développement et de la dynamique démocratique du pays", conclut le communiqué.

APS

LE MINISTRE DE LA SANTÉ REÇOIT LE PRÉSIDENT DU CREA

Le développement de l’industrie
pharmaceutique au menu

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu une délégation du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), conduite par son président Kamel Moula, avec laquelle il a évoqué l'importance du développement de l'industrie pharmaceutique nationale, à travers l'accompagnement et l'encouragement des opérateurs économiques, indique jeudi un communiqué du ministère.

La rencontre, qui s'est déroulée en présence du président de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP), Nadir Abderrahim, a été l'occasion d'"examiner les voies de renforcer la coopération et la coordination bilatérales, au mieux des intérêts du patient et de l'intérêt général, notamment dans le développement de l'industrie pharmaceutique et l'amélioration de la disponibilité des médicaments et des dispositifs médicaux", précise le communiqué.

Dans ce cadre, les deux parties ont abordé "les perspectives de coopération en matière de garantie de l'approvisionnement régulier en médicaments et en dispositifs médicaux, tout en mettant l'accent sur l'importance de développer l'in-

dustrie pharmaceutique nationale, à travers l'accompagnement et l'encouragement des opérateurs économiques, afin de renforcer la souveraineté pharmaceutique nationale", ajoute la même source.

La rencontre a permis d'évoquer l'orientation actuelle qui "repose sur la modernisation et le développement du système national de santé, à travers l'intégration des technologies modernes et l'amélioration des mécanismes de gouvernance, à même de rehausser la qualité des services de santé fournis aux citoyens".

Les deux parties ont, en outre, mis en exergue le rôle "pivot" de la prévention pour limiter la propagation des maladies chroniques, à travers "l'intensification des campagnes de sensibilisation et d'information en phase avec les évolutions technologiques modernes, et ciblant les diffé-

rentes catégories de la société".

L'accent a été mis également sur "l'importance d'adopter une approche proactive dans l'acquisition des médicaments et la garantie de leur disponibilité face aux crises sanitaires, de manière à renforcer la résilience du système de santé devant les différents défis".

Les deux parties sont convenues de "poursuivre le travail de coordination et de concertation, à travers l'élaboration d'une feuille de route commune visant à renforcer la coopération dans le domaine de la santé, en vue de contribuer à la concrétisation de projets bilatéraux prometteurs, à l'amélioration de la prise en charge des patients et au soutien du développement du système national de santé", a conclu le communiqué.

R E.

MWC

Mobilis remporte pour la deuxième fois
consécutive le prix de la meilleure
couverture mobile

L'opérateur de téléphonie mobile "Mobilis", a remporté, pour la deuxième fois consécutive, le prix de la meilleure couverture, décerné par la société mondiale "Ookla", indique jeudi un communiqué de l'entreprise.

"En marge du Mobile World Congress (MWC 2026), qui s'est tenu à Barcelone en Espagne, du 2 au 5 mars en cours, et qui réunit les principaux opérateurs du secteur technologique et des télécommunications, l'opérateur national +Mobilis+ a de nouveau remporté le Speedtest Award 2025 de la meilleure couverture mobile en Algérie (Algeria's Best Mobile Coverage), décerné par la société mondiale +Ookla+", précise le communiqué.

Ce prix a été remis au PDG de Mobilis, Chaouki Boukhazani, qui a souligné que cette distinction constitue "la preuve du niveau atteint par la couverture de Mobilis, conformément à des normes internationales neutres reposant sur l'expérience réelle des utilisateurs", ajoute la même source.

Ce sacre représente également, selon la source, "une motivation reflétant la performance globale de l'opérateur ainsi que les défis et efforts consentis pour accélérer le déploiement du réseau et améliorer la qualité de service, en adéquation avec la vision nationale d'un avenir numérique moderne et connecté".

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 12 مارس 2026 الموافق لـ 22 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Mars 2026 (22 ramadan 1447)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	57	البطاطا
	Tomate	103	115	91	الطماطم
	Oignon sec	91	99	82	البصل الجاف
	Ail sec	982	1080	884	الثوم الجاف
	Carotte	102	114	91	الجزر
	Navet	112	123	101	اللفت
	Choux fleur	133	147	120	قرنبيط
	Choux	101	113	89	الكرنب
	Courgette	118	130	105	الكوسة
	Haricot vert	506	542	471	الفاصولياء الخضراء
Laitue	213	234	191	الخس	
Fruits frais	Mandarine	217	257	178	المندرين
	Orange	187	231	144	البرتقال
	Citron	161	182	139	الليمون
	Pomme locale	410	493	328	التفاح المحلي
	Datte	493	621	366	التمر
	Banane	467	488	445	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1957	2104	1809	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	410	425	396	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	90	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Couverture	Critère	Var %	Écart Mensuel %	Écart Annuel %	PIF	Revol. Mois %	Variance Trimestre	Variance Trimestre DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	343,00	0,06	0,00	-14,38	0,00	10,14	7659	2.711.010,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BCL	1.399,00	NC	0,00	-0,04	0,77	0,00	8,88	0	0,00
BIO PHARM	BIO	2.000,00	NC	0,00	0,01	1,69	0,00	8,38	0	0,00
CRÉDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPR	2.240,00	2240,00	0,00	-0,37	-1,21	10,00	0,00	1000	2.240.000,00
EGH El Azzoual	ALR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,56	0,00	-	0	0,00
SADAL	SAL	400,00	NC	0,00	0,00	-0,00	0,00	0,00	0	0,00

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Renforcement de l’irrigation et lancement de projets stratégiques

Les pouvoirs publics poursuivent leurs efforts pour renforcer la sécurité alimentaire et développer la production agricole nationale à travers la mobilisation des ressources hydriques et la promotion de projets stratégiques. Deux réunions interministérielles tenues mercredi et jeudi à Alger ont mis en lumière cette orientation, en réunissant les responsables des secteurs de l’Agriculture, de l’Hydraulique et de l’Enseignement supérieur.

Synthèse R E.

Le ministre de l’Hydraulique, Taha Derbal, et le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, ont présidé une séance de travail consacrée au suivi du programme d’irrigation d’appoint des cultures stratégiques dans les grands périmètres agricoles. Tenue au siège du ministère de l’Agriculture en présence des cadres des deux secteurs, la réunion a permis de rappeler l’importance du secteur agricole pour l’économie nationale, ainsi que les moyens importants mobilisés par l’État pour assurer la disponibilité des ressources hydriques nécessaires au développement de la production, en particulier dans les filières stratégiques. Les deux ministres ont également mis en avant la qualité de la coordination entre les secteurs de l’Hydraulique et de l’Agriculture, insistant sur la nécessité d’une exploitation rationnelle et durable de l’eau. Dans ce cadre, ils ont souligné l’importance d’adopter des systèmes d’irrigation économes en eau et de diversifier les sources d’approvisionnement, notamment par le re-

cours aux ressources non conventionnelles telles que la réutilisation des eaux usées épurées pour l’irrigation. Au-delà de la gestion de l’eau, les autorités travaillent également à renforcer la base productive du secteur agricole à travers des projets structurants fondés sur l’innovation et la recherche scientifique. Dans ce sens, le ministre de l’Agriculture, Yacine El Mahdi Oualid, et le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, ont coprésidé une réunion de coordination consacrée à la présentation de deux projets stratégiques portant sur la production de plants par la technique de culture de tissus et sur la production de semences hybrides. Le premier projet prévoit la création d’une unité spécialisée dans la culture de tissus pour la production de plants agricoles. Dans une première phase, l’activité sera consacrée à la production de plants de bananiers avec une capacité pouvant atteindre 10 millions d’unités par an. Ce projet sera réalisé en partenariat avec le Centre de recherche en biotechnologie de Constantine et l’Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques, qui en assurera

la concrétisation sur le terrain à travers ses unités de production situées dans l’est du pays. Dans cette perspective, le ministère de l’Agriculture prévoit la mise à disposition de plus de 4 700 hectares de terres agricoles au profit des agriculteurs souhaitant investir dans la culture de la banane dans les régions réunissant les conditions favorables à sa production. Le second projet porte sur la création d’une entreprise spécialisée dans la production de semences, notamment celles du maïs grain et les semences hybrides de légumes. Ce projet sera développé en partenariat entre l’Université de Tiaret et l’Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques, en s’appuyant sur les résultats de recherche menés par les chercheurs de l’université pour produire des semences locales adaptées aux conditions climatiques du pays. À travers ces actions combinant gestion durable de l’eau, innovation scientifique et investissement productif, les autorités entendent renforcer la résilience du secteur agricole et soutenir le développement d’une production nationale durable et compétitive.

GRÂCE À LA DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE

Création de plus de 500 000 postes d’emploi

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a mis en avant, jeudi à Alger, la dynamique économique que connaît l’Algérie, qui permet la création de "plus de 500.000 postes d’emploi", chaque année. Lors d’une séance plénière de l’Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, M. Saihi a souligné que

"la dynamique économique et le niveau de croissance dans notre pays apportent une forte dynamique en matière de lutte contre le chômage" et ont permis "la création de plus de 500.000 postes d’emploi chaque année". D’autre part, le ministre a mis en exergue les efforts du secteur pour la numérisation qui constitue, a-t-il dit, "le moyen idoine pour assurer des services modernes efficaces en ma-

tière de travail, d’emploi et de sécurité sociale, et ce, en sus d’améliorer la performance et la qualité du service public". Dans ce contexte, le ministre a cité "les dispositions de la numérisation prises dans le cadre de la coordination entre les Caisses de la sécurité sociale et les entreprises, notamment en matière de déclaration des salaires et des cotisations, le but étant de renforcer la transparence dans ce do-

maine". S’agissant de l’application des lois sur le travail, M. Saihi a souligné "le rôle de l’Inspection du travail, considéré comme étant un mécanisme élémentaire dans l’évaluation des dispositions de la loi dans le domaine du travail, de l’emploi et de la sécurité sociale, à même de contribuer à promouvoir l’environnement du travail et à soutenir l’économie nationale".

APS

GESTION DES COMMUNES

Un projet de décret exécutif pour une nouvelle vision organisationnelle en cours d’examen

Le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a indiqué, jeudi à Alger, qu’un projet de décret exécutif est en cours de préparation en vue de mettre en place une structure organisationnelle modèle permettant de consacrer une nouvelle vision dans la gestion des communes. Lors d’une plénière à l’Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, M. Sayoud a précisé que les services de son département ministériel "sont en train d’élaborer un projet de décret exécutif comprenant une structure organisationnelle modèle pour les communes, prenant en charge les missions décentralisées de la wilaya". Ce décret qui a pour objectif de "concrétiser une nouvelle vision organisationnelle dans la gestion de la commune", constituera "un ca-

dre de référence permettant à chaque commune d’élaborer une structure organisationnelle adaptée à ses spécificités et à ses priorités, en tenant compte du niveau d’encadrement et de la disponibilité des ressources nécessaires". Concernant les communes qui ont entrepris l’élaboration de projets de structures organisationnelles, M. Sayoud a fait savoir que "leur examen a été reporté jusqu’à l’adoption de la structure organisationnelle modèle ainsi que la prise en compte des résultats du dernier recensement général de la population et de l’habitat, le nombre d’habitants de chaque commune figurant parmi les critères retenus", a-t-il dit. Répondant à une question relative à la création de nouvelles communes dans certaines wilayas, le ministre a rappelé que cette démarche nécessite la modification de la loi re-

lative à l’organisation territoriale du pays, les conditions ne se limitant pas aux seuls critères géographiques, précisant que "les communes peuvent, dans le cadre du renforcement de la décentralisation, créer des délégations ou des annexes relevant de leurs compétences, chargées d’assurer des services publics par délégation de l’Assemblée populaire communale (APC)". Dans le secteur des transports, M. Sayoud a affirmé que la répartition des 10.000 bus à importer sur décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "interviendra dans les prochains jours", précisant que l’opération sera lancée progressivement dans les grandes wilayas (Alger, Annaba, Constantine, Oran et Sétif)".

APS

UFC Installation d’une commission pour entamer la transition vers l’université de quatrième génération

Une commission a été installée au niveau de l’Université de la formation continue (UFC) afin d’entamer la transition vers l’Université de quatrième génération (4.0), dans une démarche qui reflète l’orientation du secteur vers l’accompagnement des mutations technologiques mondiales et le renforcement du rôle de l’université dans le domaine de l’innovation, indique, jeudi, un communiqué de l’UFC. Cette initiative s’inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre de la stratégie nationale de transformation du secteur de l’enseignement supérieur, visant à généraliser le modèle de l’Université de quatrième génération dans l’ensemble des universités du pays, en phase avec les mutations technologiques et économiques mondiales, tout en renforçant le rôle de l’université dans l’innovation et le service à la société", précise la même source. Ce processus constitue également "une nouvelle étape vers l’édification d’une université intelligente et innovante, capable de relever les défis de l’avenir et de contribuer efficacement au développement national et à l’économie de la connaissance". À cette occasion, le recteur de l’UFC, Yahia Djaafari, a indiqué que l’établissement "dispose de nombreux atouts lui permettant de figurer parmi les institutions à même de concrétiser cette transformation", notamment grâce à son expérience pionnière dans l’enseignement à distance et la formation continue, ainsi qu’à son réseau national étendu de 55 centres, outre son orientation constante vers la numérisation, l’innovation, l’entrepreneuriat et l’intelligence artificielle". Dans le cadre de cette démarche, l’UFC "œuvrera à l’obtention de la certification ISO 9001, considérée comme une étape fondamentale pour renforcer la gouvernance, améliorer la performance institutionnelle et ancrer la culture de la qualité dans les différentes structures de l’université", a-t-il relevé. Les travaux de la rencontre ont été marqués par la présentation d’un aperçu sur la vision de la transition de l’UFC vers une université de quatrième génération à l’horizon 2035, ainsi que les axes de la vision nationale de la transformation. Le projet de la plateforme nationale d’apprentissage (e-UFC 2035) a également été présenté.

R E.

BOUMERDES

Reprise de l’alimentation en eau via la conduite principale du système de transfert des eaux de Taksebt

L’alimentation en eau potable (AEP) a repris jeudi, après l’achèvement des travaux de réparation de la panne survenue au niveau de la conduite principale du système de transfert des eaux de Taksebt -Station de dessalement d’eau de mer (SDEM) Cap Djinet 1 et 2 et la station de Corso, à Boumerdes, indique un communiqué des services de la wilaya.

Par R N. La même source a ajouté qu’après l’achèvement, durant la semaine en cours, des travaux de réparation de la panne enregistrée au niveau de la conduite principale du système de transfert des eaux à Boudouaou, les essais techniques nécessaires ont été effectués afin de s’assurer de l’intégrité de la conduite.

Suite aux résultats positifs de ces essais et aux opérations de maintenance technique de la conduite, l’opération de remplissage des réservoirs et la reprise progressive de l’AEP dans les communes concernées ont été entamées dans la nuit de mercredi.

Le communiqué souligne que l’AEP a repris et se poursuit progressivement à travers les différentes communes et zones affectées par cette panne, tout en veillant au rétablissement progressif du programme habituel de distribution et au suivi technique pour garantir le bon déroulement de l’opération d’alimentation.

Pour rappel, le ministre de l’Hydraulique, Taha Derbal, accompagné de responsables de différentes instances et organismes, s’était rendu mardi dernier sur les lieux pour inspecter la panne et s’enquérir des moyens matériels et humains mobilisés pour sa réparation.

R E.

KHENCHELA

Signature d’une convention de coopération entre l’université Abbès-Laghrou et la sûreté de wilaya

Une convention de coopération a été signée jeudi entre l’université Abbès-Laghrou de Khenchela et la sûreté de wilaya pour assurer des formations scientifiques dans plusieurs spécialités en vue de renforcer les capacités des cadres et fonctionnaires du corps de la police.

Cette convention de consolidation de la coopération scientifique et professionnelle entre les eux parties a été paraphée par le recteur de l’université Abbès -Laghour, le professeur Abdelwahed Challa, et le chef de sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire de police, Rezeg Habla Abdelghani.

Les principaux axes de la convention, signée à la maison de l’intelligence artificielle de l’université, portent sur l’organisation de formation scientifique dans plusieurs spécialités ainsi qu’un programme de formation linguistique en vue de renforcer les capacités des employés de la police de communication dans différents contextes.

De son côté, la sûreté de wilaya contribuera à favoriser les opportunités d’encadrement et d’échange de connaissances pour consolider la complémentarité entre le savoir et l’expérience de terrain.

Les deux parties s’engagent aussi à échanger les informations, les documents, les compétences administratives et techniques avec établissement de rapports périodiques d’évaluation de la progression des activités.

Pr. Challa a souligné à l’occasion que cette convention s’inscrit dans le contexte de l’ouverture de l’université de Khenchela sur son environnement social et institutionnel et ses efforts de promotion de la coopération avec les diverses instances pour servir l’intérêt commun et la société.

APS

BEJAIA

Lancement de la 3^e édition de l’appel à projets au profit des associations locales

L’Assemblée populaire de wilaya (APW) de Bejaia a lancé, jeudi, la 3e édition de l’appel à projets au profit des associations porteuses d’initiatives, dans le but d’insuffler une nouvelle dynamique associative locale.

Par R E/Agence

A travers cette troisième édition de l’appel à projets, l’APW entend stimuler une "dynamique associative au niveau local" en promouvant un dialogue "serein et constructif" autour des projets prioritaires au service du développement local, a indiqué à l’APS, Aissaoui Azzedine, vice-président de l’APW, à l’issue d’une rencontre tenue à la salle des congrès de la wilaya.

M. Aissaoui a insisté sur la nécessité d’impliquer davantage les associations dans le service public, en appelant à inscrire toutes les réflexions autour de cette initiative dans le cadre des objectifs de développement durable.

Le vice-président de l’APW a également souligné la nécessité de s’appuyer sur "l’intelligence des associations" et de fa-

voriser l’innovation dans les domaines du numérique et des nouvelles technologies.

Les projets susceptibles d’être retenus dans le cadre de cette initiative devront être porteurs de valeur ajoutée et contribuer à la consolidation du cadre de vie des populations, a-t-il assuré.

Les thématiques retenues pour cette édition concernent plusieurs domaines, dont "la jeunesse, la transmission intergénérationnelle, l’organisation traditionnelle et la cohabitation harmonieuse", ainsi que la "gestion collégiale, la dynamique associative et la gouvernance territoriale intégrée", a-t-on indiqué.

Les associations intéressées sont également invitées à proposer des initiatives liées à l’économie solidaire, l’artisanat écoresponsable et l’entrepreneuriat associatif local, ainsi qu’à la gouvernance

EL-MENIAA

Vif engouement des jeunes pour la spécialité “grandes cultures”

Les centres de formation professionnelle et d’apprentissage (CFPA) de la wilaya d’El-Meniaa ont enregistré un vif engouement des jeunes pour la spécialité "grandes cultures", ce qui reflète l’intérêt croissant pour la formation spécialisée afin de suivre la dynamique que connaît le secteur agricole dans la région, a-t-on appris jeudi de la direction locale de la formation et de l’enseignement professionnels (DFEP).

Cet engouement a été enregistré

grâce aux campagnes d’information et d’orientation organisées par la DFEP à travers la wilaya, dans le but d’inciter les jeunes désireux d’exercer un métier dans le domaine de l’agriculture à s’orienter vers cette nouvelle spécialité adaptée aux exigences du marché du travail, a indiqué à l’APS, Nouredine Bada, enseignant et chargé du bureau d’orientation, des examens et des concours à la DFEP.

Cette spécialité compte actuellement 45 apprentis inscrits pour

l’obtention d’un diplôme de Technicien supérieur (TS) au niveau du CFPA Chahid Brik Ahmed Benabdelkader (El-Meniaa-1), tandis que 13 apprentis préparent un certificat d’aptitude professionnelle (CAP) au CFPA Chahid Benchham Mohamed de Hassi-Lefhal, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, la session de septembre 2025 a été marquée par la sortie de six (6) diplômés du CAP en grandes cultures, ayant suivi leur formation au CFPA El-Meniaa-1, selon le même responsa-

ble.

Cet intérêt croissant pour la formation en grandes cultures s’explique par la position de la wilaya d’El-Meniaa en tant que pôle agricole, notamment dans la céréali-culture et les cultures fourragères, et témoigne de la conscience des jeunes quant aux exigences du marché du travail en matière de main-d’œuvre qualifiée, a-t-on indiqué à la DFEP.

APS

BATNA

Remise des clés de 744 logements publics locatifs à la veille de fête de l’aïd El Fitr

Les clés de 744 logements publics locatifs seront remis à leurs bénéficiaires dans la commune de Batna à "la veille de fête de l’aïd El Fitr"dans le cadre du quota de 840 logements de ce type de cette collectivité, a indiqué jeudi le chef de l’exécutif local, Riadh Benahmed.

Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite dans la commune de Batna, le wali a exhorté à accélérer les enquêtes administratives sur les dossiers des 96 demandeurs de

logement social ayant fait l’objet de recours reçus par la commission de daïra de logement pour y trancher et distribuer ces logements à ceux y ouvrant droit.

Le tirage au sort pour ces appartements, leurs sites et leurs étages aura lieu à la salle omnisports du complexe sportif 1er novembre de Batna jeudi sous l’égide de l’Office de promotion et de gestion immobilière en coordination avec la daïra.

Les 840 logements LPL de ce quota dont la

liste des bénéficiaires a été publiée janvier passé se répartissent sur deux sites à la cité Selsabil du chef-lieu de wilaya et au pôle urbain Hamla-3 dans la commune d’Oued Chaaba.

Les services de la daïra de Batna ont rappelé que l’étude des dossiers de demandeurs de ce type de logements est poursuivie en prévision de l’affichage de la liste provisoire des bénéficiaires d’un autre quota de 400 logements.

APS

Mise en service de 15 opérations de modernisation du réseau des télécommunications en fibre optique

Pas moins de 15 opérations de modernisation du réseau de télécommunications utilisant la technologie de la fibre optique jusqu’aux domiciles (FTTH) ont été mises en service, depuis le début de l’année 2026 dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris, jeudi, de la direction de wilaya de la Poste et des Télécommunications. Le directeur du secteur, Kamel Nemouche, a précisé que ces opérations, lancées l’année dernière, ont concerné la modernisation et la mise à niveau des réseaux dans 28 zones d’habitation, au

profit de 9.931 clients. Elles ont permis de remplacer le réseau téléphonique en cuivre par la technologie moderne de la fibre optique, offrant ainsi un internet à haut débit et améliorant la qualité des services fournis aux abonnés.

Le responsable a ajouté que d’autres travaux ont été réalisés, comprenant le développement du réseau de distribution de la fibre optique jusqu’aux habitations à travers plus de 20 opérations, dont ont bénéficié 5.159 clients.

Concernant les projets de stations de quatrième génération (4G), cinq stations

ont été installées après la sélection de leurs sites d’emplacements, tandis que les travaux sont en cours pour la réalisation d’une station supplémentaire, a fait savoir la même source.

Il est à noter que la direction de wilaya de la Poste et des Télécommunications de Tissemsilt compte 53.000 clients bénéficiant du réseau de fibre optique, ainsi que 52 bureaux de poste et 29 distributeurs automatiques de billets (DAB).

Le plan de la Chine pour dominer la course à l'IA s'avère déjà payant

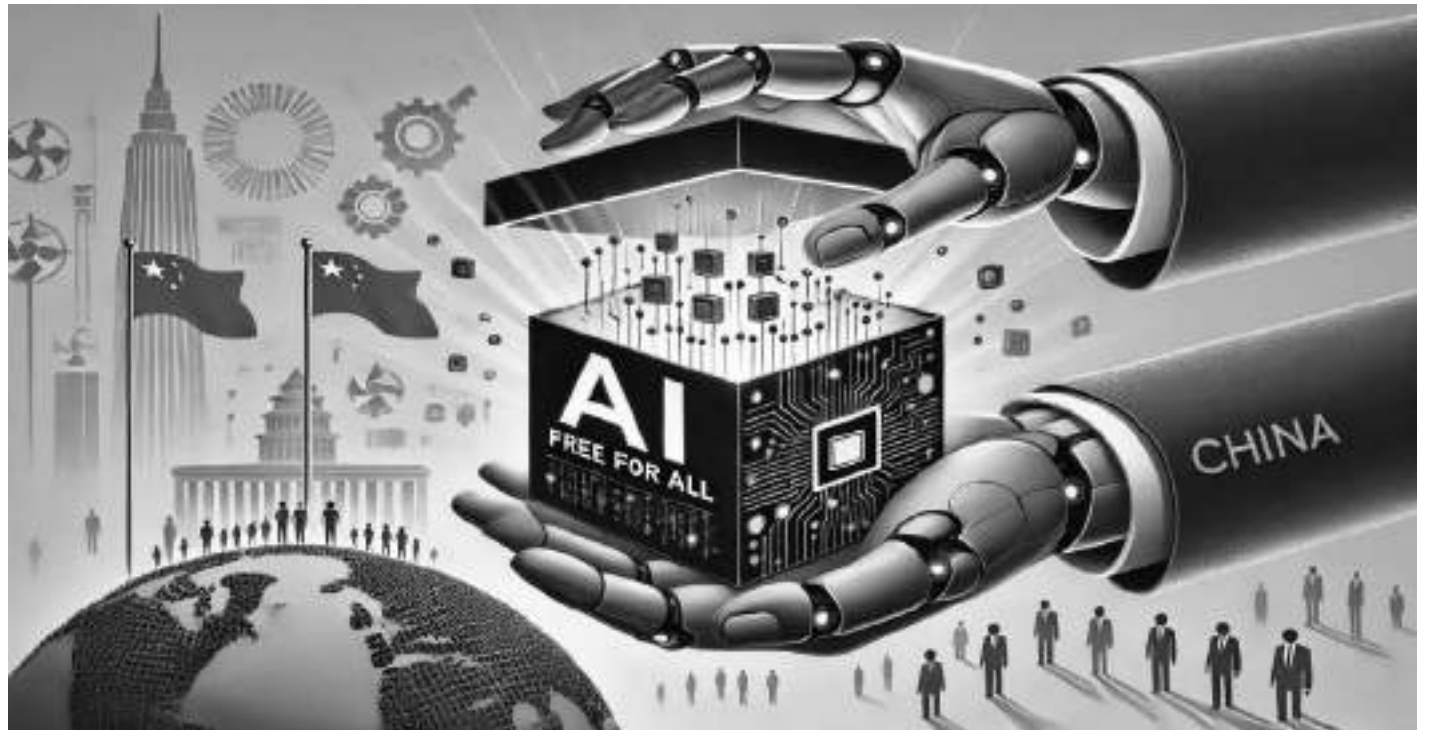
Un réseau de filières scolaires ultra-compétitives a formé les figures de proue de la science et de la technologie. Il y a environ trois ans, Stacey Tang, cadre dans une entreprise pharmaceutique à Pékin, a reçu un appel téléphonique étrange. Une voix venant d'un numéro de téléphone fixe inconnu lui a donné pour instruction de faire passer à son fils de 15 ans un test de qualification pour la « classe de surdoués » de l'un des lycées d'élite de la ville.

2^e partie

Par Zijing Wu est le correspondant technologique du FT pour l'Asie

Les Olympiades internationales des sciences regroupent des compétitions annuelles destinées aux lycéens, chacune gérée par son propre comité organisateur et accueillie chaque année par un pays différent. Les pays participants envoient une équipe composée de leurs meilleurs élèves à l'issue d'examens de sélection nationaux, dans l'espoir de remporter la médaille d'or. Les Olympiades de mathématiques ont été les premières à voir le jour, en 1959. D'autres épreuves en physique, chimie, informatique, biologie et autres sont venues s'ajouter par la suite. En 1985, deux étudiants chinois ont été les premiers à participer aux Olympiades internationales de mathématiques organisées à Joutsa, en Finlande. Ils ont remporté une médaille de bronze à eux deux. Ce fut une étape importante, démontrant que les étudiants chinois étaient capables de rivaliser avec les Russes et les Américains qui dominaient les podiums. L'année suivante, la Chine a envoyé une équipe complète de six étudiants aux Olympiades de Varsovie. Ils sont revenus avec trois médailles de bronze, un résultat qui leur a valu une renommée nationale. Une poignée de lycées prestigieux ont été encouragés à affecter des ressources spécifiques, extrêmement difficiles à trouver à l'époque, pour créer des classes adaptées aux élèves surdoués, dans le but bien particulier de les préparer pour les Olympiades afin qu'ils remportent des médailles pour la Chine. Une stratégie similaire a été mise en œuvre pour trouver et former les meilleurs athlètes.

Ces classes sont rapidement devenues la norme dans des milliers d'écoles, et les résultats ont été impressionnants. Au fil des ans, les équipes chinoises ont commencé à rafler la plupart des médailles d'or aux Olympiades, dépassant de loin leurs rivaux. En 2025, les équipes nationales chinoises ont envoyé un total de 23 concurrents aux Olympiades : 22 sont rentrés avec des médailles d'or. À partir des années 2000, les critères d'admission dans les universités ont changé, donnant plus de flexibilité aux établissements pour attribuer les places sans se baser uniquement sur les résultats du gaokao. Des concours nationaux ont été organisés pour les élèves dès la fin de leur deuxième année de lycée. Ceux qui ont remporté les meilleures notes à l'examen national pouvaient être admis directement dans l'une des 39 universités d'élite du projet 985, l'équivalent chinois de l'Ivy League, laquelle compte 8 universités.



Pour les élèves, le fait de pouvoir passer outre le gaokao a été un facteur déterminant dans leur décision de s'inscrire dans la filière pour surdoués. Le parcours traditionnel des lycéens chinois consiste en trois années d'études consacrées aux matières obligatoires du gaokao, à savoir le chinois, l'anglais et les mathématiques, ainsi qu'à trois autres matières choisies parmi la physique, la chimie, la biologie, l'histoire, la géographie et la politique. Les examens dans ces six matières ont lieu à la fin de la troisième année. En revanche, les élèves de la classe « génie » se concentrent sur leurs « matières de compétition ». Un élève qui participe à l'Olympiade internationale de physique, par exemple, doit non seulement terminer trois ans de physique au lycée, mais aussi au moins la moitié du programme universitaire, afin d'être suffisamment compétitif pour passer l'examen national. Les plus déterminés peuvent très bien ne pas étudier grand-chose d'autre. Alors que le nombre d'élèves suivant la voie des génies augmentait, les parents ont commencé à se plaindre. Il n'était pas possible pour tous les élèves d'une classe de génies d'être admis directement à l'université : seuls 3 % environ y parviennent chaque année. Les autres sont renvoyés vers la voie du gaokao, avec une seule année de lycée restant pour se préparer à ces examens redoutables. En réponse à ces reproches, de nombreuses classes ont modifié leur programme afin d'offrir une éducation plus complète, consacrant davantage de temps à l'anglais et à la littérature chinoise. À la fin de l'année 2025, le bureau chinois de l'éducation a renforcé sa politique, n'autorisant que les 10 % des meilleurs lauréats du concours national à être admis directement aux universités de Tsinghua et de Pékin.

De nouveaux domaines d'études ont également fait leur apparition. L'intérêt pour l'informatique et les technologies est en hausse, stimulé par la croissance exponentielle du secteur. Les Olympiades d'informatique ont dépassé les mathématiques et la physique pour devenir les plus populaires. Et l'essor de l'IA a accéléré cette évolution. Dès 2017, la Chine a défini le développement de l'IA comme une « priorité nationale pour la croissance », plaçant la formation des talents au rang des préoccupations majeures. Pour la seule année qui a suivi, 35 nouvelles classes spécialisées arborant le mot-clé « IA » dans leur intitulé ont été créées dans les lycées et les universités.

L'un des programmes universitaires pour surdoués les plus prestigieux de Chine est la classe pilote spéciale en informatique de l'université Tsinghua. Elle est plus connue sous le nom de « classe Yao », du nom du célèbre informaticien chinois Andrew Yao qui y enseigne. Formé à Harvard et ayant enseigné à Princeton, Andrew Yao est célèbre pour ses travaux pionniers dans les domaines de l'informatique quantique et de la cryptographie. Il est le seul Chinois à avoir remporté le prix Turing, parfois appelé le prix Nobel de l'informatique.

Dans ce contexte, Yao semblait avoir solidement ancré son statut dans le milieu universitaire américain. Pourtant, en 2004, il a quitté son poste d'enseignant titulaire à Princeton pour fonder un programme de premier cycle en informatique à l'université Tsinghua de Pékin. Cette décision symbolique a été perçue comme la preuve d'un changement dans le rapport de force entre les États-Unis et la Chine dans la course à la technologie. Yao avait une ambition simple : créer en Chine un centre de

formation de talents équivalent à ceux du MIT et de Stanford. Moins de dix ans plus tard, en 2018, il déclarait à un journaliste : « Mon objectif est atteint... Je pense que nos étudiants sont désormais meilleurs [que ceux des meilleures écoles américaines]. »

L'un des premiers étudiants ayant été sélectionné pour la classe Yao était Lou Tiancheng, cofondateur et directeur technique de Pony.ai, une start-up spécialisée dans les robotaxis [Un robot-taxi ou robotaxi est un véhicule qui se déplace sans conducteur humain grâce à des capteurs et à l'intelligence artificielle, NdT] dont la valeur s'élevait à 6,9 milliards de dollars après son introduction en bourse l'année dernière. Lou était un prodige hors pair dans sa classe pour génies. Il a remporté une médaille d'or aux Olympiades d'informatique au lycée. Fort de ce prix, il avait le choix entre toutes les meilleures universités et tous les meilleurs programmes. Le choix n'a pas été difficile, m'a-t-il confié en septembre dernier : « Je n'ai pas hésité une seconde, grâce au professeur Yao... Je voulais apprendre auprès des meilleurs et avec les meilleurs. » La classe Yao accueille environ 30 élèves par an, tous étant la crème de la crème des meilleurs concours et du gaokao. Selon un rapport de l'école, la promotion 2019, composée de 27 élèves, comptait 24 médaillés d'or et trois premiers au gaokao dans leur province. Lou s'est épanoui à Tsinghua, continuant à participer aux plus grands concours mondiaux d'informatique. Après avoir remporté deux championnats consécutifs au Google Code Jam et d'autres prix importants, il a acquis la réputation d'être le meilleur codeur de Chine.

(A suivre)

LIBYE

Dbeibah annonce un remaniement ministériel

Le chef du gouvernement d'union nationale en Libye, Abdelhamid Dbeibah, a annoncé avoir opéré un remaniement ministériel, affirmant que son exécutif continuera d'assumer ses responsabilités jusqu'à la tenue des élections que tous les Libyens attendent, ont rapporté jeudi des médias locaux. S'exprimant lors de la première réunion du Conseil des ministres de 2026, convoquée après le remaniement ministériel, et qui s'est tenue en présence du président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Al-Menfi et du président du Haut Conseil d'Etat, Mohamed Takala, il a affirmé que "la légitimité du gouvernement repose sur l'accord politique régissant la phase de transition", ajoutant que "ledit remaniement avait été décidé afin de dynamiser l'exécutif et de pourvoir les postes vacants". Outre la désignation de Suhail Abu Shihhaet au poste de ministre de l'Economie et du Commerce et de Rashid Abu Ghafa en tant que nouveau ministre des Finances, le remaniement comprend également plusieurs autres nominations, dont celle de Salem al-Zadma en tant que vice-Premier ministre chargé de la région méridionale du Fezzan, Mohamed al Qaryou en tant que ministre de l'Education, Randa Gharib en tant que ministre d'Etat aux Affaires féminines, Salem al Alem en tant que ministre de la Culture et Haitham al-Zahaf en tant que ministre de la Jeunesse. L'ancien ministre de la Jeunesse Fathallah al-Zani a été nommé ministre d'Etat aux Affaires africaines au ministère des Affaires étrangères.

APS

FACE AUX TENSIONS RÉGIONALES

Le gouvernement égyptien active des mesures de crise

Le premier ministre a présidé une réunion du Comité central de gestion des crises pour examiner les répercussions de l'escalade militaire dans la région. Les autorités ont passé en revue les mesures visant à rationaliser la consommation d'électricité, à sécuriser l'approvisionnement en produits de base et à renforcer la surveillance des marchés afin de limiter les effets de la crise sur l'économie nationale.

R I/Agence

Le premier ministre égyptien Mostafa Madbouly a enjoint aux autorités d'augmenter les stocks de produits de première nécessité et de s'assurer qu'ils restent à des niveaux suffisants, lors de la réunion du Comité de gestion des crises mercredi 11 mars. La prolongation de la guerre contre l'Iran pourrait forcer l'Etat à prendre « des mesures temporaires exceptionnelles », selon Madbouly. Madbouly a également demandé de « continuer à surveiller les marchés et à intervenir immédiatement en cas de hausse injustifiée des prix », selon un communiqué du Conseil des ministres. La réunion s'est déroulée en présence d'un grand nombre de responsables dont Hassan Abdallah, gouverneur de la Banque centrale, Ahmed Kouchouk, ministre des Finances, Sherif Farouk, ministre de l'Approvisionnement et Badr Abdelatty, ministre des Affaires étrangères.

Plusieurs mesures mises en place

Mostafa Madbouly a fait le point sur les mesures prises pour rationaliser les dépenses dans les différentes entités et administrations publiques. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre des politiques mises en œuvre par le gouvernement pour faire face aux conséquences des opérations américano-israéliennes contre l'Iran et des développements régionaux qui ont affecté les chaînes d'approvisionnement. Les gouvernorats et les nouvelles villes ont d'ailleurs commencé à appliquer les directives du premier ministre issues de la dernière réunion du Conseil des gouverneurs concernant la rationalisation de la consommation d'électricité, qui inclut entre autres la « fermeture de l'éclairage des panneaux publicitaires dans les rues et sur les routes principales et la régulation de l'éclairage des lampadaires publics dans les rues », selon le communiqué. Ces mesures prévoient également la rationalisation de la

consommation d'électricité dans tous les bâtiments et installations gouvernementaux pendant les heures de travail officielles, avec un strict respect de l'extinction des lumières intérieures et extérieures après les heures de travail. L'éclairage public des lampadaires dans les centres, villes, quartiers et villages concernés sera réduit d'au moins 50 % durant la nuit. Le gouverneur de la Banque centrale a confirmé, lors de la réunion, la disponibilité des ressources financières nécessaires pour sécuriser les différents produits de première nécessité ainsi que les besoins de production de divers secteurs économiques afin de garantir la continuité de la production. Il a également souligné que les réserves en devises étrangères étaient établies à des niveaux rassurants. Des réunions périodiques seront organisées avec l'Union des chambres de commerce et les responsables des différentes chambres pour suivre les contrats futurs relatifs à tous les produits.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses du Golfe dans le rouge

Alors que certains marchés financiers des pays du Golfe ont commencé la semaine dernière par une forte chute avant de reprendre partiellement leur performance à la fin de la semaine, d'autres ont annoncé la suspension des échanges et la fermeture complète ou partielle de leurs Bourses. « Les marchés du Golfe sont couverts de rouge depuis le début de l'escalade et les bombardements iraniens, à l'exception de la Bourse du Koweït qui a fermé ses portes tout au long de la semaine dernière, pour une durée indéterminée », indique à l'Hebdo Hanan Ramses, membre du conseil d'administration de la société de courtage El-Horreyra.

Selon les données de la chaîne CNBC, la Bourse saoudienne a enregistré une hausse hebdomadaire de 0,6 %, soutenue par les actions d'Aramco, qui ont bondi de 3,7 % pour enregistrer leur plus forte progression hebdomadaire en un mois et demi, profitant de la hausse des prix du pétrole. L'indice boursier du Qatar a progressé de 1 % jeudi 5 mars, mais reste en baisse de plus de 3 % sur l'ensemble de la semaine. La Bourse des Emirats arabes unis a été la plus perdante, avec un recul de ses deux indices principaux de 5,9 % et 9 % respectivement au cours des trois séances d'échange (du mercredi 4 mars au vendredi 6 mars). Les marchés des

Emirats arabes unis ont rouvert leurs portes mercredi dernier après deux jours de fermeture, à la suite d'une vague sans précédent d'attaques de missiles iraniens au cours du week-end. Les Bourses de Dubaï et d'Abu Dhabi ont temporairement instauré une limite de variation de 5 % pour les titres financiers afin de limiter les fluctuations. Ashraf Jarrar, courtier sur les marchés internationaux et en gestion d'actifs chez United Securities, a déclaré à la chaîne Al-Arabiya que l'atmosphère actuelle sur les marchés est « exceptionnelle et très difficile ». Il a noté que les investisseurs vivent dans un état de confusion depuis environ deux mois, avec des attentes

croissantes d'escalades pendant les week-ends. « Le comportement des investisseurs est devenu évident sur la plupart des marchés du Golfe, où une tendance à la vente apparaît chaque jeudi en Arabie saoudite, ainsi que sur les marchés de Dubaï, d'Abu Dhabi et d'autres places, en prévision de tout événement susceptible de se produire pendant le week-end », indique Jarrar. Il ajoute que les événements de cette semaine ont accentué la confusion, notamment dans les économies du Golfe, qui restent fortement dépendantes à l'égard des secteurs pétrolier et énergétique.

Agence

TUNISIE

Restructuration et gouvernance au cœur du programme de réforme des établissements publics

Les établissements et entreprises publics en Tunisie constituent l'un des piliers de l'économie nationale, jouant un rôle central dans l'appui au développement économique et la fourniture de services essentiels aux citoyens dans des domaines vitaux tels que l'énergie, le transport, l'industrie et les services. Cependant, nombre de ces entreprises font face, depuis des années, à des difficultés financières et organisationnelles, ce qui a poussé les structures gouvernementales à lancer un programme de réforme visant à les restructurer, améliorer leurs performances et assurer leur pérennité. Un rapport de la Cour des comptes, publié en janvier 2026 dans le cadre de son contrôle annuel des finances publiques, a révélé des pertes financières massives dépassant le milliard de dinars pour 11 établissements et entreprises publics. Cette donnée a relancé le débat sur l'avenir du secteur public économique et les moyens de sauver les entreprises en difficulté sans compromettre leur rôle social et économique. Toutefois, malgré ces difficultés, les autori-

tés tunisiennes réaffirment leur attachement à la préservation des entreprises publiques et leur refus de les céder. Dans ce contexte, le président de la République, Kaïs Saïed, a souligné, à l'issue d'une visite de terrain effectuée, le 23 février dernier à la Société Ellouhoum à El Ouardia (gouvernorat de Ben Arous), que ces entreprises "ne seront ni vendues ni céder", insistant sur la nécessité de les assainir du phénomène de la corruption et de la mauvaise gestion qui ont contribué à la détérioration de la situation de plusieurs d'entre elles. Il a, également, évoqué des indicateurs positifs concernant le retour de certaines entreprises à leur activité antérieure; à l'instar de la Société Tunisienne de Sucre et de la Société tunisienne de sidérurgie El Fouladh, deux entreprises publiques jouant un rôle stratégique dans l'économie nationale. Lors de sa rencontre, mardi, avec la Cheffe du gouvernement Sara Zaafrani Zenzri et le ministre de l'Economie et de la Planification Samir Abdelhafidh, le président de la République Kaïs Saïed a de nouveau exploré la situation lamentable de plusieurs

établissements et entreprises publics en proie à la corruption et à la destruction systématique, pointant à ce titre des tentatives visant à les céder à des prix modiques. Ainsi, le programme de réforme des entreprises et des établissements publics prévu dans le projet du budget économique et social de l'Etat pour l'année 2026, reflète une orientation du gouvernement vers la restructuration du secteur public et le renforcement de sa gouvernance. L'objectif étant d'améliorer ses performances financières et organisationnelles et d'assurer son appui au développement économique et social, tout en garantissant un équilibre entre l'efficacité économique et la préservation du rôle social des entreprises publiques.

Le processus de réformes se poursuit

L'année 2025 a été marquée par l'adoption d'une série de mesures de réforme visant à remédier aux problèmes structurels dont souffrent les entreprises et les établissements publics.

Parmi ces mesures les plus importantes, la poursuite des contrats-programmes et des contrats d'objectifs entre les ministères de tutelle et les entreprises publiques, en tant que mécanisme de mise en œuvre des politiques nationales et de renforcement de la gouvernance et de l'efficacité de gestion. Le décret n°327 de 2025, daté du 17 juin 2025, relatif à l'interdiction du recours à la sous-traitance dans le secteur public, a également été publié dans le but de réduire les formes d'emploi précaire et de consolider des pratiques d'emploi plus permanentes, ainsi que la dissolution de la société publique "Itissalia Services", dans le cadre de la réorganisation du tissu institutionnel de l'Etat. Avec la reprise du programme de réforme des institutions et des établissements publics, le gouvernement œuvre à régler les difficultés financières et organisationnelles rencontrées par certaines entreprises grâce à un ensemble de mesures structurelles et de gouvernance. Ces mesures concernent la restructuration, la fusion ou la suppression pour les entreprises dont les prérogatives sont limitées ou dont l'impact institutionnel est faible.

BÉNIN, LIBERIA, SIERRA LEONE

137 millions \$ de la Banque mondiale pour stimuler l'économie numérique

Alors que le numérique redessine les équilibres économiques mondiaux, plusieurs pays africains accélèrent leur mutation avec l'appui de partenaires au développement. Investissements, formation et coopération régionale sont au cœur des stratégies déployées pour bâtir des écosystèmes plus compétitifs et inclusifs.

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé, le 10 mars 2026, une enveloppe de 137 millions USD destinée à accélérer l'essor d'une économie numérique dynamique au Bénin, au Liberia et en Sierra Leone. À travers trois leviers que sont la modernisation des infrastructures numériques, l'amélioration de l'environnement des affaires et le soutien aux entreprises, l'institution financière internationale pose les bases d'une compétitivité économique nationale et régionale, mieux connectée et capable de générer de nouvelles opportunités pour les entreprises comme pour les jeunes actifs. Michel Rogy, le directeur régional de la Banque mondiale pour le numérique et l'intelligence artificielle, explique que « cette nouvelle initiative permettra à l'Afrique de l'Ouest d'accélérer sa transformation économique en créant des emplois, en renforçant la résilience et en favorisant l'émergence d'un marché numérique régional plus intégré. Elle s'attaque à l'un des défis les plus persistants de la région : une connectivité coûteuse et peu fiable limitant la compétitivité et l'accès des populations aux opportunités numériques ».

Développer le haut débit et les compétences

Le financement entend d'abord combler le déficit d'infrastructures numériques pour développer des réseaux haut débit résilients, renforcer la connectivité internationale et améliorer la capacité des centres de données. Selon la Banque mondiale, environ 5,2 millions de personnes devraient être connectées à l'internet haut débit dans les trois pays grâce à cette initiative. En parallèle, 5,4 millions de nouveaux utilisateurs devraient accéder à des services numériques. À terme, ces investissements doivent permettre de

fluidifier l'accès aux services publics et privés, tout en soutenant l'essor d'activités économiques reposant sur le numérique. Une attention sera aussi accordée aux compétences numériques. Environ 9 000 personnes bénéficieront de formations aux métiers du numérique, avec un focus particulier porté aux femmes et aux jeunes. Intelligence artificielle, cybersécurité et entrepreneuriat figurent parmi les domaines ciblés. Cette orientation traduit une conviction désormais largement partagée par les bailleurs : la transformation numérique ne peut produire d'effets durables sans un capital humain qualifié, capable de créer, gérer et sécuriser les nouveaux services.

Des règles régionales et des entreprises fortes

L'autre enjeu majeur du financement est régional. Il vise à favoriser l'émergence d'un marché numérique ouest-africain plus intégré, notamment par l'harmonisation des réglementations, l'amélioration de la gouvernance numérique et le renforcement de la concurrence. La Banque mondiale fait confiance à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) pour appuyer les réformes et réduire les coûts de déploiement. En toile de fond, l'objectif est de rendre les marchés plus prévisibles et attractifs pour les investisseurs, approfondir l'intégration régionale, selon Marina Wes, la directrice par intérim de l'Intégration régionale pour l'Afrique à la Banque mondiale. Pour le soutien à l'entrepreneuriat et à l'emploi, le financement de la Banque mondiale servira à renforcer les écosystèmes entrepreneuriaux, à développer les services financiers numériques et à soutenir les jeunes pousses par des financements de démarrage, un meilleur accès aux

marchés et des opportunités de commerce numérique régional. Plus de 140 start-up numériques devraient en bénéficier, y compris des entreprises dirigées par des femmes. Pour les trois pays concernés, où l'emploi des jeunes reste un défi central, la promesse est importante : faire du numérique non seulement un secteur d'avenir, mais aussi un moteur immédiat de création d'emplois.

Plus de 400 millions USD déjà débouqués

Cette nouvelle phase de financement de la Banque mondiale s'inscrit dans la continuité du Projet d'intégration numérique régionale en Afrique de l'Ouest (WARDIP), lancé en novembre 2023. La première opération du programme d'un montant de 266,5 millions USD concernait la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau et la Mauritanie, en partenariat avec l'Union africaine, Smart Africa et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Selon la Banque mondiale, cette première étape devait déjà profiter à 1,3 million de personnes. Avec WARDIP 2, le programme s'élargit désormais à sept pays au total, tout en intégrant l'UEMOA dans le dispositif. Pour le Bénin, le Liberia et la Sierra Leone, l'enjeu dépasse donc la seule modernisation technologique. Il s'agit de transformer la connectivité en levier de croissance, d'intégration régionale et d'emploi. Dans une Afrique de l'Ouest en pleine recomposition économique, ce financement de 137 millions USD apparaît comme un pari stratégique : celui d'une économie numérique capable de réduire les fractures, d'attirer des capitaux privés et d'ouvrir de nouveaux débouchés à une jeunesse en quête d'opportunités.

Agence

CAMEROUN

Dangote Cement affiche une baisse de 14,1 % de ses ventes en 2025

Depuis 2015, Dangote Cement est un acteur majeur du secteur des BTP au Cameroun. Mais en 2025, l'entreprise nigériane affiche une baisse de ses ventes. Les volumes de ciment vendus par Dangote Cement Cameroun, filiale locale du conglomérat contrôlé par l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote, ont reculé de 14,1 % en 2025, selon les états financiers audités du groupe, consultés par Investir au Cameroun. Dans le détail, les ventes de l'usine de Douala, d'une capacité de 1,5 million de tonnes par an, se sont établies à 1,2 million de tonnes au 31 décembre 2025, contre 1,4 million de tonnes commercialisées en 2024, soit une baisse de 200 000 tonnes. Selon Dangote Cement, ce repli des volumes vendus au Cameroun en 2025 découle des « incertitudes liées aux élections ». Le producteur panafricain de ciment fait référence à l'élection présidentielle organisée au Cameroun en octobre 2025, dont la proclamation des résultats officiels a embrasé de nombreuses villes du pays, paralysant les activités économiques. Douala, la capitale économique qui abrite l'usine de production de Dangote Cement, en a payé le plus lourd tribut, à en croire les données officielles. Le recul des ventes du conglomérat nigérian au Cameroun a pesé sur les performances opérationnelles de Dangote Cement à l'échelle africaine. « Nos opérations panafricaines ont enregistré une baisse de 1,6% des volumes, à 11,0 Mt en 2025, contre 11,1 Mt à la même période l'année précédente. Cette performance a été

principalement impactée par les incertitudes pré et post-électorales au Cameroun, au Sénégal et en Afrique du Sud, ainsi que par des contraintes de liquidités en Éthiopie liées aux retards dans l'adoption du budget national », explique le groupe dans les états financiers audités au 31 décembre 2025.

Des projections optimistes pour l'année 2026

Sur le plan financier, le recul des ventes de Dangote Cement Cameroun en 2025 a également affecté les performances du groupe. Si l'EBITDA consolidé a progressé en 2025, porté principalement par le dynamisme des activités au Nigeria, cet indicateur de rentabilité avant intérêts, impôts et taxes, dépréciations et amortissements, s'est contracté à l'échelle panafricaine. « L'EBIDTA panafricain a diminué de 14,8% pour s'établir à 294,1 milliards de nairas (≈ 120,5 milliards FCFA), soit une marge de 20,2%, contre 345,3 milliards de nairas (≈ 141,4 milliards FCFA) et une marge de 23,3% en 2024, reflétant la baisse des volumes sur les principaux marchés, notamment l'Éthiopie, le Sénégal, le Cameroun, le Ghana et l'Afrique du Sud », souligne le groupe. Malgré ce qui apparaît comme une contre-performance en 2025, Dangote Cement affiche un certain optimisme pour ses activités au Cameroun en 2026. « Les projets d'infrastructure en cours, notamment la construction de l'auto-

route entre Douala et Yaoundé, les projets routiers et de ponts à l'échelle nationale, et l'augmentation des initiatives de développement dans diverses régions, devraient stimuler la demande de ciment à moyen et court terme », anticipe le cimentier nigérian.

Un nouvel investissement annoncé au Cameroun

Pour rappel, Dangote Cement opère au Cameroun depuis 2015, grâce à une usine de 1,5 million de tonnes de capacité construite sur les berges du Wouri à Douala. L'arrivée de ce producteur a mis fin à 48 ans de monopole des Cimenteries du Cameroun (Cimencam), filiale locale de LafargeHolcim Maroc Afrique (LHMA). À brève échéance, Dangote Cement ambitionne d'augmenter ses capacités de production au Cameroun et dans six autres pays africains. Un contrat d'un milliard USD (≈ 592,6 milliards FCFA) a été signé à cet effet le 28 février 2026 à Lagos, entre Aliko Dangote et la société chinoise Sinoma Engineering. Deux options sont envisagées pour le nouvel investissement annoncé au Cameroun : étendre les capacités actuelles de l'usine de Douala, ou relancer le projet de construction d'une usine de même capacité à Nomayos, dans la banlieue de Yaoundé, la capitale du pays. Ce projet était en berne depuis plus de 10 ans.

R I/Agence

POUR SÉCURISER UN PROJET SOLAIRE DE 19 MWC

Le Mozambique bénéficie du soutien de la MIGA

Alors qu'il poursuit la diversification de son mix énergétique, encore dominé par les énergies fossiles, le Mozambique bénéficie du soutien de la MIGA pour sécuriser le développement de la Central Eléctrica de Tete (CET). L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) a annoncé, dans un communiqué officiel, le jeudi 5 mars, l'octroi d'une garantie de 7,96 millions de dollars sur 20 ans à Globeleq Africa, investisseur et développeur clé du projet. Le financement couvre le risque de rupture lié à son contrat d'achat d'électricité de 25 ans conclu avec Electricidade de Moçambique (EDM), l'entreprise publique d'électricité du pays. « La garantie de la MIGA et notre partenariat avec Globeleq Africa démontrent comment nous pouvons aider les économies en développement comme le Mozambique en leur fournissant les solutions énergétiques durables et à moindre coût dont elles ont besoin pour croître et se développer », a indiqué Tsutomu Yamamoto, directeur général de la MIGA.

La première centrale solaire avec stockage du pays

Implantée dans le district de Cuamba, CET comprend une installation solaire photovoltaïque d'une puissance maximale théorique d'environ 19 mégawatts-crête (MWc). Elle est associée à un système de stockage par batteries de 1,86 MW pour une capacité de stockage de 6,7 MWh. Le projet, développé par Globeleq en partenariat avec Source Energia et EDM, représente un investissement d'environ 36 millions de dollars. Mis en service en septembre 2023, il est présenté comme le premier projet indépendant de production d'électricité (IPP) au Mozambique à intégrer un système de stockage d'énergie à l'échelle du réseau. La centrale peut alimenter environ 21 800 consommateurs et devrait éviter l'émission de plus de 172 000 tonnes de CO₂ sur la durée de vie du projet. Le récent accord de garantie intervient dans un contexte où le Mozambique cherche à élargir l'accès à l'électricité, à promouvoir la participation du secteur privé et à diversifier son mix énergétique. En novembre 2023, le gouvernement a validé un plan de transition énergétique d'environ 80 milliards de dollars pour réduire la dépendance du pays aux énergies fossiles. Trois ans plus tard, la Banque africaine de développement (BAD) a officialisé le début des négociations avec les autorités mozambicaines pour le financement du projet hydroélectrique de Mphanda Nkuwa, dont la valeur est estimée à 4,5 milliards de dollars. Maputo a aussi sollicité une facilité de garantie pour couvrir les obligations de liquidité d'EDM.

Agence

MOYEN-ORIENT

Le marché pétrolier en ébullition, les Bourses toujours dans le rouge

Le prix du baril de Brent, référence mondiale pour le brut, a pris 9,22% à 100,46 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), a gagné 9,72% à 95,73 dollars. Il faut remonter à l'été 2022, quelques mois après l'invasion russe en Ukraine, pour retrouver de tels niveaux.

Les marchés n'ont pas été calmés par la décision des membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de prélever un volume historiquement élevé de pétrole dans les réserves stratégiques afin d'atténuer la perte de millions de barils chaque jour en provenance du Golfe. Ces 400 millions de barils, puisés dans les stocks de 32 pays, constituent "un tampon temporaire mais probablement insuffisant pour compenser la réduction des flux passant par le détroit d'Ormuz", juge auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, d'Edward Jones. Depuis le déclenchement du conflit le 28 février, le trafic est pratiquement paralysé dans cette artère essentielle pour le commerce mondial de pétrole. "Dans le langage des salles de marché, la libération de réserves par l'AIE équivaut à pointer un tuyau d'arrosage vers un incendie de raffinerie", image Stephen Innes, gérant chez SPI AM.

Situation "pas sous contrôle"

Peu de signes d'apaisement semblent se dégager sur le terrain. Le géant français TotalEnergies a annoncé jeudi suspendre ou être sur le point de suspendre l'équivalent de 15% de sa production mondiale de pétrole et de gaz dans plusieurs Etats du Golfe.

Les producteurs de la région réduisent actuellement leur production pétrolière d'au moins 10 millions de barils par jour, soit "la plus importante perturbation" de l'approvisionnement en or noir de l'histoire, selon l'AIE. Le nouveau guide suprême iranien Mojtaba Khamenei, dans sa première intervention publique, a appelé à maintenir fermé le détroit d'Ormuz. Le vice-ministre des Affaires étrangères a toutefois assuré à l'AFP que "des pays" avaient demandé à l'emprunter et que "nous avons coopéré avec eux". Le président américain Donald Trump a de son côté estimé que la hausse des prix du pétrole passait après la nécessité de stopper l'Iran. En résumé, "les marchés voient bien que la situation n'est absolument pas sous contrôle", selon Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France. Les Bourses mondiales ont par conséquent encore terminé dans le rouge. A Wall Street, le Dow Jones a reculé de 1,56%, le Nasdaq a cédé 1,78% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 1,52%. En Europe, Paris et Milan ont perdu 0,71%. Londres a cédé 0,47% et Francfort 0,21%.

L'inflation plane, les taux grimpent

Signe de ces tensions toujours importantes,

les taux d'intérêt de la dette ont continué de grimper. "Le marché voit la situation actuelle comme un potentiel choc d'offre: on aura moins d'approvisionnements pour une demande élevée, ce qui risque de provoquer de l'inflation", explique à l'AFP Kevin Thozet, membre du comité d'investissement chez Carmignac. Une inflation plus élevée réduit la valeur réelle des sommes versées par un emprunteur à ses créanciers. Ces derniers exigent par conséquent des taux d'intérêt plus élevés pour que l'investissement reste rentable. Le taux de l'emprunt allemand à 10 ans, ré-

férence européenne, a grimpé à 2,95% au cours de la séance, son plus haut depuis 2023. Son équivalent français a grimpé à 3,61%, du jamais vu depuis 2011. Le taux d'intérêt britannique à échéance dix ans a fini autour de 4,76%, contre 4,69% mercredi. Le Vieux Continent est "la zone où l'on importe le plus d'énergie" et reste donc "très sensible à une augmentation du coût" des hydrocarbures, rappelle Guy Stear, responsable de la stratégie pour les marchés développés de l'Amundi Investment Institute. Agence

BOURSE NEW YORK
Wall Street mise sous pression par la flambée du pétrole

La Bourse de New York a terminé dans le rouge jeudi, toujours affectée notamment par la montée en flèche des prix du pétrole, de quoi raviver les craintes d'une accélération de l'inflation. Le Dow Jones a reculé de 1,56%, l'indice Nasdaq a cédé 1,78% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 1,52%. La place américaine "évolue clairement en fonction des prix du pétrole et des inquiétudes persistantes concernant les perturbations énergétiques", commente Angelo Kourkafas, d'Edward Jones. Selon lui, "comparativement aux derniers jours, les investisseurs sont désormais moins convaincus qu'une issue rapide et une résolution rapide de ce conflit soient possibles". Les

cours du pétrole ont encore augmenté de plus de 9% jeudi, atteignant un plus haut en clôture depuis l'été 2022. Les marchés n'ont pas été calmés par l'annonce d'un prélèvement historique des réserves stratégiques de pétrole des membres de l'Agence internationale de l'énergie afin d'atténuer la perte de millions de barils chaque jour en provenance du Golfe. "Il s'agit d'un tampon temporaire mais probablement insuffisant pour compenser la réduction des flux passant par le détroit d'Ormuz", juge M. Kourkafas. Les experts l'ont aussi interprété comme un signe de la gravité des événements.

APS

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 12 Mars 2026 Valeur : 16 Mars 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		131.6538	131.6688
1	EUR	EURO		152.0865	152.1301
1	GBP	POUND STERLING		176.2906	176.4051
100	JPY	JAPANESE YEN		82.9211	82.9514
1	CNY	CHINESE YUAN		19.1541	19.1580
1	CHF	SWISS FRANC		168.3768	168.4606
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.9254	96.9650
1	DKK	DANISH KRONE		20.3540	20.3610
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2384	14.2431
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6357	13.6413
1	AED	UAE DIRHAM		35.8407	35.8595
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.0824	35.0883
1	KWD	KUWAITI DINAR		429.3992	429.5883
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.7010	45.1503
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0687	14.0703
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.6470	20.7529
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3088	3.3191
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.7143	179.7143

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes dans le rouge, les inquiétudes demeurent

Les grandes places boursières européennes ont enchaîné un deuxième repli consécutif, toujours pénalisées par le conflit au Moyen-Orient et ses conséquences économiques, notamment sur la hausse des cours de l'or noir qui font craindre une progression de l'inflation. A Paris, le CAC 40 a passé l'intégralité de la séance sous son point d'équilibre et affichait à la clôture un repli de 0,71%, à 7 984,44 points. Même chose pour le FTSE 100 à Londres qui a perdu 0,59%, à 10 292,46 points. Le DAX 40 a également terminé la journée dans le rouge, mais il avait réussi, autour de la mi-séance, à faire une brève incursion en territoire positif. Au final, l'indice de la Bourse de Francfort n'a cédé que 0,29%, à 23 572,44 points. Les yeux des investisseurs sont toujours braqués sur le Moyen-Orient et ceux qui ont cru Donald Trump, lorsqu'il mentionnait il y a quelques jours que le conflit serait de courte durée, s'en mordent les doigts encore aujourd'hui. De son côté, Israël

Katz, le ministre de la Défense de l'Etat hébreu, a indiqué récemment que l'offensive contre Téhéran se déroulera "aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce que nous atteignons tous les objectifs et décisions de l'issue de la campagne". La tactique de l'Iran semble être de vouloir installer une guerre d'usure pour faire dépenser à ses adversaires beaucoup d'argent, la République islamique veut également profiter de son avantage géographique en bloquant le détroit d'Ormuz par lequel transite entre 20 et 25% du pétrole mondial, ainsi que de nombreuses autres denrées. Dans un message publié ce jeudi, le nouveau guide suprême, Mojtaba Khamenei, a appelé à poursuivre le blocage de cet étroit passage. La nuit précédente, deux pétroliers irakiens qui naviguaient dans les eaux internationales ont été attaqués. En conséquence, les cours du pétrole sont repartis à la hausse. L'annonce du déblocage de 400 millions de barils des réserves stratégiques des pays membres de

l'Agence internationale de l'énergie n'a pas vraiment servi à calmer les tensions. Au moment de la clôture en Europe, le WTI à New York gagnait 2,66%, à 94,91 dollars, et le Brent de la mer du Nord progressait de 6,28%, à 99,47 dollars. Pour se dédouaner de ces inquiétudes sur les prix de l'or noir, Donald Trump a déclaré sur X : "les Etats-Unis sont de loin le plus grand producteur de pétrole au monde, donc lorsque les prix du pétrole montent, nous gagnons beaucoup d'argent. MAIS ce qui m'intéresse et m'importe bien davantage, en tant que président, c'est d'empêcher un empire maléfique, l'Iran, d'obtenir des armes nucléaires et de détruire le Moyen-Orient et, en réalité, le monde".

L'actualité des entreprises...

Abivax a été particulièrement entouré en début de séance et été jusqu'à bondir de 18%, pour finalement finir en hausse de 6,75%. Selon La Lettre, la société de biotechnologie française a accordé à Astra-

Zeneca un accès exclusif à ses données jusqu'au 23 mars. Jusqu'à cette date, le groupe pharmaceutique suédo-britannique a la possibilité de formuler une offre publique d'achat (OPA). Toutefois, un porte-parole du groupe a démenti ces rumeurs auprès de Bloomberg. JC Decaux a bondi de 14,77%, signant la meilleure performance de l'indice SBF 120 dans le sillage de sa solide publication annuelle et de ses perspectives favorables. Le groupe a notamment dévoilé un bénéfice net de 262,6 millions d'euros, en hausse de 22,8%, hors plus-value exceptionnelle enregistrée en 2024 sur la cession d'actions du groupe suisse APG SGA. En Allemagne, Zalando s'est distingué avec un bond de 9,80%. Le groupe a publié des résultats nettement supérieurs aux attentes des analystes pour le quatrième trimestre et dévoilé des prévisions encourageantes pour son exercice 2026. De son côté, BMW a terminé en hausse de 0,93%, malgré des objectifs 2026 sans surprise, mais qui de-

vraient être difficiles à atteindre selon Oddo BHF. A Milan, l'action Leonardo a bondi de 5,69%. Le groupe italien de défense et d'aéronautique a présenté une mise à jour de son plan industriel 2026-2030. Leonardo anticipe une forte progression de ses principaux indicateurs financiers à horizon 2030, portée par la croissance des technologies de sécurité et des capacités multi-domaines. Il vise notamment un chiffre d'affaires de 30 milliards d'euros en 2030, contre 19,5 milliards d'euros attendus en 2025, soit une progression d'environ 54% sur la période. Toujours en Italie, le titre Salvatore Ferragamo s'est adjugé 10,93%. La maison de luxe italienne a publié un chiffre d'affaires 2025 en baisse et des résultats annuels en pertes, mais le fait que ces performances se révèlent moins mauvaises que prévu a été considéré par les investisseurs comme le premier signe d'une éventuelle reprise.

COMMERCE

Discussions de haut niveau entre Washington et Pékin en France à partir de dimanche

Des hauts responsables économiques des États-Unis et de la Chine vont se réunir dimanche et lundi à Paris, a annoncé jeudi le Trésor américain, avant la rencontre prévue prochainement entre les dirigeants des deux puissances.

R I./Agence

Le ministre américain des Finances, Scott Bessent, doit s'entretenir avec le vice-Premier ministre He Lifeng, chargé des questions économiques, selon un communiqué du Trésor. «Grâce aux liens de respect mutuel qui unissent le président Trump et le président Xi, le dialogue commercial et économique entre les États-Unis et la Chine progresse», a souligné le ministre américain, cité dans le communiqué. «Sous la direction du président Trump, notre équipe continuera à obtenir des résultats qui donnent la priorité aux agriculteurs, aux travailleurs et aux entreprises américains», a-t-il ajouté. Les discussions parisiennes ont vraisemblablement pour but de forger des mesures qui pourront être annoncées lors de la rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping, a déclaré à l'AFP Wu Xinbo, professeur à l'Université Fudan, en Chine. Le président

américain prévoit de se rendre en Chine du 31 mars au 2 avril. Pékin n'a pas confirmé ce calendrier, ce qui est habituel de la part des autorités chinoises. La dernière rencontre entre les deux hommes remonte au mois d'octobre, en Corée du Sud. L'an dernier, les États-Unis et la Chine se sont livrés une âpre bataille aux retombées mondiales, à coups de droits de douane et de restrictions diverses. Une trêve précaire a ensuite été conclue, sous l'égide déjà de Scott Bessent et He Lifeng. Le représentant de la Maison Blanche pour le Commerce (USTR), Jamieson Greer, ira également à Paris en fin de semaine, ont précisé ses services à l'AFP.

Année «importante»

Aux États-Unis, l'association entrepreneuriale dédiée aux relations avec la Chine (USCBC) attend les invitations pour rejoindre la délégation officielle en Chine, a

noté son président Sean Stein devant des journalistes à Washington. Il espère que cela interviendra rapidement, et que la visite d'avril permettra de faire preuve d'«ambition» pour régler «les problématiques persistantes liées au climat des affaires en Chine». Selon Wu Xinbo, de l'Université Fudan, Washington a pu vouloir attendre l'issue de la rencontre parisienne avant d'impliquer les chefs d'entreprises américaines. Le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, s'est récemment montré optimiste quant à l'avenir des relations entre les deux pays. «Cette année est en effet importante pour les relations sino-américaines», a-t-il déclaré dimanche dernier en conférence de presse. Même si Washington et Pékin «ne peuvent pas se changer l'un l'autre, nous pouvons changer la façon dont nous interagissons», a-t-il ajouté.

RAPPORT

Le prix moyen des voitures électriques a baissé en Europe

Le prix moyen des voitures électriques vendues dans l'Union européenne (UE) a baissé pour la première fois depuis 2020, pour s'établir à 42.700 euros, selon un rapport publié jeudi. A l'origine de cette étude, l'ONG Transport et Environnement (T&E) fait état d'une baisse de 1.800 euros en moyenne entre 2024 et 2025, qui "contraste fortement avec la hausse" de 5.000 euros "qui avait eu lieu entre 2020 et 2024". Elle l'explique par l'arrivée de vé-

hicules plus abordables dans le "segment B" des citadines polyvalentes électriques. L'ONG estime que les objectifs climatiques de l'UE en 2025 ont poussé les constructeurs à proposer davantage de modèles compétitifs. Elle appelle Bruxelles à renoncer à l'assouplissement des normes CO2 dans le secteur automobile, dont débattront mardi les ministres de l'Environnement des Vingt-Sept. "Même si l'industrie automobile n'aime pas l'admettre, les

normes CO2 définies par l'UE ont permis à des centaines de milliers d'Européens d'avoir accès à des voitures électriques plus abordables. Si l'UE ne revoit pas l'objectif 2030 à la baisse, la parité de prix à l'achat (entre électriques et thermiques) est à portée de main", assure Bastien Gebel, l'un des responsables de Transport et Environnement. Selon l'ONG, plusieurs constructeurs, représentant la moitié du marché, ont déjà atteint leur objectif de réduction des émissions de CO2 pour la

période 2025-2027. La Commission européenne a proposé de renoncer au tout électrique à partir de 2035, qui était une mesure environnementale phare du précédent mandat. A la place de l'interdiction des voitures neuves à moteur thermique ou hybride qui était prévue en 2035, les constructeurs devront réduire de 90% les émissions de CO2 de leurs ventes par rapport aux niveaux de 2021, et compenser les 10% d'émissions restantes.

APS

MONNAIES

Les tensions géopolitiques poussent toujours le dollar

Le dollar poursuivait son ascension jeudi, en même temps que la flambée des prix du pétrole, les marchés se montrant peu convaincus par le déblocage annoncé des réserves stratégiques de brut pour atténuer les conséquences de la guerre au Moyen-Orient. Vers 19H45 GMT (18H45 à Paris), le dollar avançait de 0,44% face à la monnaie unique européenne, à 1,1517 dollar pour un euro et prenait 0,48% à la devise britannique, à 1,3347 dollar pour une livre. Les 32 pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont décidé mercredi «à l'unanimité» de libérer 400 millions de barils provenant de leurs réserves stratégiques. Mais «le marché semble peu impressionné par cette annonce» qui «manque de détails», estime

Marc Chandler, de Bannockburn Capital Markets. Le baril de Brent, référence internationale pour le pétrole, a terminé jeudi au-delà de 100 dollars, une première depuis août 2022. «L'augmentation des emprunts en dollars pour acheter des stocks de pétrole», libellés dans la monnaie américaine, profite ainsi au billet vert, remarquent les analystes de Monex USA. Depuis le début du conflit, la devise américaine a gagné près de 2,1% d'après le Dollar index, qui compare le dollar à un panier d'autres grandes monnaies. Les cambistes craignent aussi que la hausse des cours de l'énergie se répercute sur les prix à la caisse, repoussant par conséquent un assouplissement monétaire de la banque centrale américaine (Fed). Selon l'outil de veille CME FedWatch, les

acteurs du marché s'attendent à ce que la Fed maintienne ses taux dans leur fourchette actuelle jusqu'à la réunion de décembre. Un mois plus tôt, ils tablaient sur une baisse dès juin. «Il est tout à fait plausible que la Fed ne procède à aucune baisse des taux cette année», estime même le chef économiste d'EY-Parthenon, Gregory Daco. Une position monétaire ferme serait de nature à soutenir le dollar. «Les responsables de la Fed ne devraient reprendre leur politique d'assouplissement» que s'ils observent «des progrès rapides et durables vers l'objectif d'inflation de 2% ou une détérioration significative du marché du travail», conclut M. Daco.

Agence

ALLEMAGNE Poursuite de la grève chez Lufthansa, 75% des vols annulés

Le mouvement de grève chez la compagnie aérienne allemande Lufthansa, s'est poursuivi jeudi, a annoncé le syndicat des pilotes, à l'origine du mouvement social, qui avance plus de 75% d'annulations des vols prévus. Dans un communiqué repris par des médias, le syndicat des pilotes en grève Vereinigung Cockpit (VC) a affirmé qu'à 11 heures CET, "plus de 75% des vols court-courrier et plus de 70% des vols long-courrier avaient été annulés". Le mouvement social, qui a été lancé en raison de conflits sur les retraites et sur la rémunération des pilotes et doit se poursuivre vendredi, touche les vols de la compagnie principale Lufthansa et de la filiale CityLine, ainsi que ceux de la branche de fret Lufthansa Cargo. Cette filiale assurait jeudi plus de 80% de ses vols selon Lufthansa. Le président du syndicat VC, Andreas Pinheiro, s'est réjoui que la première journée de grève "dépasse largement (leurs) prévisions" et a précisé que la grève se poursuivait comme prévu car Lufthansa n'avait "toujours pas formulé d'offre" en fin de matinée. "Nous sommes prêts à négocier à tout moment si l'employeur présente une offre acceptable", a ajouté M. Pinheiro.

APS

ETATS-UNIS Hausse plus marquée qu'attendu des stocks de pétrole

Les stocks commerciaux de pétrole brut ont connu une hausse un peu plus soutenue qu'attendu la semaine passée aux Etats-Unis, selon des chiffres publiés mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Durant la période de sept jours achevée le 6 mars, les réserves commerciales ont progressé de 3,8 millions de barils, alors que les analystes tablaient sur une hausse de 2,5 millions. Au total, et hors réserve stratégique, les stocks se sont établis à 443,1 millions de barils, au plus haut depuis mai. Le nombre de barils dans la réserve stratégique est resté inchangé par rapport à la période précédente, à 415,4 millions. Les importations n'ont que très légèrement augmenté (+1,55%). Les exportations ont elles diminué (-14,09%), restant toutefois à des niveaux habituels. La production américaine a très légèrement fléchi, à 13,69 millions de barils par jour, tandis que les raffineries ont augmenté leur rythme d'utilisation, à 90,8% contre 89,2% lors de la période précédente. La quantité de produits livrés au marché américain - indicateur implicite de la demande - a augmenté (+6,7%) et est repassée au-dessus du seuil symbolique des 20 millions de barils quotidiens.

APS

MacOS 26.4 : ces 4 nouveautés vont arriver sur votre Mac

Apple prépare une nouvelle mise à jour de son système pour Mac, attendue dans les prochaines semaines. macOS 26.4 apportera plusieurs ajustements touchant à l'autonomie, à Safari ou encore à certaines applications.

Comme souvent avec les mises à jour intermédiaires, Apple privilégie des évolutions ciblées plutôt qu'un bouleversement complet du système d'exploitation. macOS 26.4 ne déroge pas à cette logique et introduit une série d'améliorations destinées à affiner l'expérience quotidienne des utilisateurs. Gestion de la batterie, interface du navigateur Safari, outils créatifs et nouveaux emoji : quatre principales nouveautés sont attendues dans cette version.

macOS 26.4 : une gestion plus précise de la charge de la batterie

La mise à jour introduit un réglage inédit pour les MacBook : une limite de charge personnalisable. Jusqu'ici, ce type de fonction existait déjà sur plusieurs produits Apple, dont l'iPhone, l'iPad ou les AirPods. Avec macOS 26.4, les utilisateurs pourront désormais choisir de ne pas charger leur ordinateur portable à 100 %.

Le système permettra de fixer une limite comprise entre 80 % et 100 %, directement depuis le menu Batterie dans les Réglages système.

Apple explique que cette option peut « aider à prolonger la durée de vie de la batterie ». En réduisant la charge maximale, l'usure liée aux cycles de recharge peut en effet être limitée sur le long terme.

Safari retrouve sa barre d'onglets compacte, Freeform ajoute de nouvelles fonctions

Autre évolution très attendue dans macOS 26.4 : le retour d'une option bien connue et appréciée dans Safari. La barre d'onglets compacte, qui avait disparu des versions précédentes après l'introduction de Liquid Glass, réapparaît dans les réglages du navigateur. Ce mode d'affichage permet de réduire l'espace occupé par les onglets afin de lais-



ser davantage de place au contenu des pages web. Sur les écrans de petite taille, comme ceux des ordinateurs portables, ce type d'interface peut améliorer la lisibilité. L'application Freeform, qui permet d'organiser ses idées sur un tableau numérique infini, profite elle aussi de nouveautés. Certaines fonctions réservées au programme Creator Studio arrivent dans macOS 26.4.

Huit nouveaux émojis s'invitent sur macOS

Les utilisateurs pourront ainsi accéder à des images premium via le Content Hub, améliorer la définition d'images de faible résolution, obtenir des suggestions de re-

cadrage ou encore générer de nouvelles illustrations à partir des modèles d'OpenAI.

La mise à jour introduit également huit nouveaux émojis destinés à l'ensemble des appareils Apple. Parmi eux figurent notamment une orque, un trombone, un coffre au trésor ou encore un nuage de combat.

Rappelons qu'Apple planche simultanément sur les nouvelles moutures d'iOS et d'iPadOS. La première introduira d'ailleurs une fonctionnalité permettant de réduire les effets lumineux de Liquid Glass tandis que la seconde offrira quant à elle de nouvelles possibilités en matière de multitâches aux utilisateurs d'iPad.

Panzura prépare CloudFS à l'IA agentique

La version 8.7 de la plateforme CloudFS, un système de fichiers cloud hybride concurrent de Nasuni, Ctera ou encore Hammerspace, entend simplifier les opérations et préparer les données aux workloads IA agentique. Parmi les fonctionnalités annoncées, l'Adaptive Snapshot Retention applique des politiques de snapshots différenciées entre le cœur et les nœuds périphériques, réduisant ainsi l'empreinte des métadonnées. Le système introduit également le préchargement automatique des données sur les nouveaux nœuds, la libération des verrous de fichiers en self-service et une analyse comportementale des utilisateurs à des fins de sécurité. Si Panzura cible en priorité les secteurs de l'architecture, de l'ingénierie et de la construction, le fournisseur ambitionne d'étendre son offre à l'industrie manufacturière, aux sciences de la vie et aux médias.

Nvidia lance un LLM avec 120 milliards de paramètres

Quelques mois après une version Nano, le fournisseur a annoncé la version Super de son modèle de raisonnement Nemotron 3. Il repose sur une architecture hybride combinant transformer, MoE et Mamba (conçu pour remédier à certaines limites des modèles de transformers tout particulièrement dans le traitement des longues séquences de données). Ce modèle à 120 milliards de paramètres (mais 12 milliards actifs) délivre une performance et une précision annoncée comme 5 fois supérieure pour les applications multi-agentiques (développement logiciel, triage des alertes cybersécurité...) par rapport à la version précédente. Selon Nvidia, ce modèle bénéficie d'un préentraînement NVFP4 natif optimisé pour ses accélérateurs Blackwell, réduisant très significativement les besoins en mémoire et multipliant par 4 la vitesse d'inférence sur les systèmes B200 par rapport à NVFP8 sur H100, tout en conservant la précision.

ELON MUSK ABANDONNE-T-IL MACROHARD ?

Les coulisses du projet qui devait faire de l'ombre à Microsoft



Macrohard a du plomb dans l'aile. Le projet qui devait concurrencer Microsoft semble mourir rapidement, au moment où Digital Optimus s'envole. Elon Musk vient de donner plusieurs informations sur son projet d'agent IA, qu'il a nommé de deux façons différentes, à savoir « Macrohard », ou bien « Digital Optimus ». Un double nom qui n'est peut-être pas si innocent, puisque la seconde appellation, qui a clairement l'avantage, semble représenter un projet destiné à servir de paravent à l'échec du projet initial, le projet que l'on avait connu sous le nom de Macrohard.

Une véritable débandade chez les équipes de Macrohard

Le projet annoncé à l'automne

dernier sous le nom de « Macrohard » par Elon Musk, et destiné à couler Microsoft, est-il en train de mourir ? Cela semble bien le cas, si l'on en croit les informations de Business Insider. D'après ce dernier, les employés et les cadres sont tous en train de quitter le navire. Les deux dirigeants à la tête de Macrohard ont ainsi pris la porte en février, suivis quinze jours plus tard du cofondateur de xAI, Toby Pohlen, qui venait à peine de les remplacer. Une fuite qui s'est étendue à de nombreux ingénieurs.

Un projet d'annotation de données suspendu le mois dernier

« Près d'une vingtaine d'ingénieurs de xAI se sont identifiés

comme travaillant chez Macrohard via X ou LinkedIn. La plupart ont quitté l'entreprise ou rejoint une autre équipe ces derniers mois, dont plus d'une douzaine de départs rien que le mois dernier » précise ainsi Business Insider. Toujours selon la même source, une partie des ressources allouées au projet Macrohard, que ce soit des employés ou des capacités de calcul, ont été transférées ces dernières semaines à l'équipe Autopilot de Tesla. Enfin, un projet d'annotation de données, conçu dans le cadre de Macrohard, et qui devait impliquer près de 600 tuteurs en IA, a été suspendu le mois de février dernier. Autant de nouvelles décevantes qui laissent à penser que le projet a peu de chances de survivre.

MALGRÉ LES SUPPRESSIONS DE POSTES ET LES MARGES QUI CHUTENT De belles histoires continuent chez Volkswagen avec cette usine historique qui fête ses 70 ans

L'usine Volkswagen Véhicules Utilitaires d'Hanovre, en Allemagne, souffle ses 70 bougies. Derrière les célébrations, nous découvrons aussi un site industriel qui tente de se réinventer à l'heure de l'électrique avec ses succès, ses défis et quelques paris



L'actualité n'est pas franchement au beau fixe chez Volkswagen ces derniers mois, pour ne pas dire ces dernières années. Le groupe vient d'ailleurs d'annoncer récemment la suppression non pas de 35 000 postes comme cela avait été décrété fin 2024, mais 50 000 emplois d'ici fin 2030. Ajoutez à cela des marges qui diminuent, une perte de vitesse en Chine et une concurrence de plus en plus rude, et vous obtenez un énième groupe automobile en difficulté. Mais laissons ces biens mauvaises nouvelles de côté pour le moment. Avec tout ça, on en oublierai presque que Volkswagen, c'est aussi des décennies et des décennies de succès, et il en faudra bien plus pour faire vaciller un groupe qui est sorti indemne (non sans quelques égratignures) du Dieselgate en 2015. La belle histoire du jour commence en 1956. Les férus de football se souviendront peut-être que c'est à cette date que la Coupe d'Europe des nations (aujourd'hui plus connue sous le nom d'UEFA Euro) a été créée, par un Français qui plus est, à savoir Henri Delaunay. 1956, c'est aussi l'arrivée du premier Combi T1, alors fabriqué à Wolfsburg aux côtés de la Coccinelle. Il rencontre un succès qui dépasse rapidement les

capacités du site historique. Heinrich Nordhoff, patron de Volkswagenwerk AG, tranche : une nouvelle usine sera construite à Hanovre. Elle sort de terre en un an. Une rapidité qui dit beaucoup sur l'effervescence économique de l'Allemagne d'après-guerre et qui tranche avec celle d'aujourd'hui où nous en sommes à davantage fermer qu'ouvrir des usines. Du moins dans l'univers de l'automobile. 70 ans plus tard, le site a traversé sept générations de minibus, du T1 au T6.1, avant d'aborder ce virage électrique incarné par l'ID. Buzz. Ce dernier affiche une croissance de 102 % en 2025, ce qui est flatteur sur le papier, mais qui s'explique aussi par un niveau de départ modeste. Il n'empêche : la commercialisation aux États-Unis et au Canada, avec des véhicules produits à Hanovre, représente un vrai retour sur un marché que la marque avait délaissé depuis des décennies. Le Multivan, lui, progresse plus modestement, à +31 %, tout en continuant de coexister dans des versions hybrides rechargeables et diesel.

Un outil industriel qui s'adapte, non sans effort

Adapter une usine à la production de véhicules électriques, ce n'est pas si simple, et l'usine de verre Volkswagen de

Dresde en a récemment fait les frais. À Hanovre, les investissements ont été massifs pour répondre aux exigences spécifiques des modèles sur la plateforme maison de Volkswagen la MEB. Sur place, Volkswagen Group Components assure la fabrication des systèmes de batteries, avec une extension des capacités en cours cette année. À terme, ce sont quatre marques du groupe qui seront approvisionnées depuis ce site. La prochaine étape technologique, à savoir l'architecture Cell-to-Pack couplée à des cellules unifiées, devrait améliorer la flexibilité de production, même si les délais et les résultats concrets restent à confirmer. Le site emploie aujourd'hui près de 13 000 personnes sur une superficie d'environ 1,1 million de m². Ces chiffres rappellent que l'enjeu n'est pas seulement industriel : il est social et territorial et cela a évidemment un certain écho aujourd'hui. Comme le souligne le représentant du comité d'entreprise, l'usine s'est inscrite dans l'histoire de familles hanovriennes sur plusieurs générations.

Le van autonome, le prochain pari de l'usine

L'annonce la plus ambitieuse de cet anniversaire concerne la production en présérie d'une version entièrement au-

tonome de l'ID. Buzz rival du Tesla Robotaxi. Équipés de la technologie Mobileye (caméras, radars, lidars et calculateur haute performance) ces véhicules seront produits à environ 500 exemplaires cette année, avant un passage en série annoncé pour 2027. Ils s'intégreront à l'offre MOIA, filiale du groupe Volkswagen spécialisée dans les services de mobilité autonome à destination des opérateurs urbains. C'est un cap symbolique : pour la première fois en Europe, une navette automatisée serait produite à grande échelle. Les guillemets du conditionnel s'imposent ici, tant ce secteur a accumulé les promesses non tenues ces dernières années. Les déploiements prévus en Europe et aux États-Unis seront scrutés de près. Sur le plan environnemental, l'usine affiche l'objectif d'une production neutre en carbone d'ici 2040, s'appuyant déjà sur de l'électricité verte et une centrale de cogénération biomasse. Un cap crédible ou un horizon commode ? La réponse sera dans les actes des prochaines années. En attendant, Hanovre produit, s'adapte, et mise sur l'avenir. Sans filet, comme toute l'industrie automobile. Toujours est-il que cette usine ne semble pas menacée pour le moment, contrairement à beaucoup d'autres en Allemagne.

Mots fléchés

Bohémien		Foi		Lisière		Eloigné		Orateur grec		Fric		Réjouissance	
Affreuses						Edenté		Lieu de fouilles				Pierre tombale	
Jeune rongeur		Dépouillai		Sépia						Levant			
				Sigle de la République Française						Durabilité			
								Élude					
Énergie					Ville allemande					Terre émergée			Dieu gaulois
Fuit					Vagabonde								
				Artère partant du coeur		Particule		Carreau de pierre Intelligence et humour					
Oiseau aquatique							Epées			Grandes ouvertes			
Salades													
										Lac des Pyrénées		Fin de messe	Opinion favorable
Troisième personne du pluriel		Longue période				Dépôts							
		Poème				Lettre grecque							
			Pratique		Étriqués								Primordiale
Cratère sur la lune	Exécuté				Pronom personnel				Visage				
	Arbrisseau du Brésil				Primate				Vert				
				Laitreuse							Cité engloutie		
				Petit ruisseau							La loi du silence		
Fruit						Panneau mobile		Magicienne		Organisation pour la santé			
Genres au cinéma										Vient de rire			
							Pubère						
Devant Guevara				Note de musique			Prophète d'Israël					Arrose St-Omer	
Qualité d'huiles							Cube de jeu						
			Enveloppe de caoutchouc	Spectacle au far-west						Rongeur			
				Métal						Perroquet			
Plissée	Rognon	Divisible par deux						Altérai					
								Partie tendre					
							Bigla					Rivière suisse	
							Un sens						
Fédération		Un allemand				Autorisation					Devant Capone		
		Germanium				Note de musique					Geste de scout		
					Silencieux					Bastringue			
Natif			Poisson plat					Perdu					

URBANISME

Le prix mondial Pritzker de l’architecture décerné au Chilien Smiljan Radic Clarke

Le prix Pritzker, plus haute distinction mondiale de l'architecture, a été décerné jeudi au Chilien Smiljan Radic Clarke, connu notamment pour son utilisation des matériaux bruts, a annoncé l'Organisation basée à Chicago. "Son travail paraît souvent austère ou élémentaire, mais cette impression dissimule une ingénierie et une construction précises", salue, dans un communiqué, l'organisation à propos de cet architecte de 60 ans.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Samedi 14 mars 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ANP

Quatre terroristes abattus à Tébessa

Quatre terroristes ont été abattus et quatre (4) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, ainsi que des munitions récupérés par des détachements combinés de l'Armée Nationale Populaire, la nuit de jeudi, lors d'une embuscade dans le Secteur militaire de Tébessa, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «En exécution des instructions du Haut Commandement de l'Armée Nationale Populaire, relatives à la garantie de la sécurité et de la quiétude des citoyens, notamment durant ce mois béni de Ramadhan, et dans la poursuite des opérations de lutte antiterroriste, et grâce à l'exploitation efficiente des renseignements fournis par les services de Sécurité de l'Armée, des détachements combinés de l'Armée Nationale Populaire ont abattu, la nuit d'hier jeudi 12 mars 2026, lors d'une embuscade dans le Secteur militaire de Tébessa en 5ème Région militaire, quatre terroristes et récupéré quatre pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions et d'autres effets», précise le communiqué. «Cette opération s'ajoute à l'opération qualitative menée le 01 mars 2026, dans la forêt de Zeddine dans le Secteur militaire de Ain Defla en 1ère Région militaire, et qui s'est soldée par la neutralisation de deux terroristes et la récupération de deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions», ajoute la même source. Ces deux opérations menées durant ce mois béni «confirment une fois de plus la vigilance et la détermination des unités de l'Armée Nationale Populaire à traquer les résidus de ces criminels en toutes circonstances et occasions, jusqu'à leur éradication», conclut le communiqué du MDN.

TRANSPORT

Ouverture d’une ligne de transport de voyageurs par bus entre l’Algérie et la Tunisie

Une nouvelle ligne de transport par bus reliant Alger et Tunis a été inaugurée jeudi, dans le cadre du renforcement du réseau de transport international et de la facilitation de la circulation des personnes entre les deux pays. La cérémonie de lancement de cette ligne s'est déroulée à la gare routière du Caroubier (Alger), sous la supervision du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Djamel Eddine Abdelghani Dridi, représentant le ministre du secteur, Saïd Sayoud, en présence de représentants des autorités locales. Selon les explications fournies par la Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (Sogral), cette ligne assure des navettes entre la gare routière du Carroubier et la gare de Bab Alioua à Tunis, en passant par Bordj Bou Arréridj, Sétif et Constantine, et ce à raison de deux voyages par semaine. En outre, il est prévu le lancement vendredi d'une autre ligne reliant Annaba à Tunis, en passant par El Tarf, à raison de quatre voyages hebdomadaires. Ainsi, les deux lignes assureront ensemble, "dans un premier temps", six voyages par semaine, a fait savoir la société, précisant que ce nombre pourrait augmenter jusqu'à vingt voyages "en fonction de la demande". L'exploitation de ces deux lignes sera assurée par l'entreprise El Djamaïa de transport et de services du côté algérien, et par la Société nationale de transport interurbain (SNTRI) du côté tunisien, selon la même source, affirmant que le prix du billet est fixé à 6000 DA pour la ligne Alger-Tunis et à 2300 DA pour la ligne Annaba-Tunis.

TOURISME

Un média britannique met en relief les atouts historiques et naturels d’Alger

Le magazine britannique "National Geographic Traveller (UK)" a publié un reportage mettant en relief les atouts historiques, culturels et panoramiques d'Alger, invitant ses lecteurs à découvrir, le temps d'un "week-end parfait", une "destination touristique idéale". Sous le titre "Comment passer un week-end parfait à Alger", la publication évoque les différentes civilisations qui s'y sont succédé depuis sa fondation comme comptoir phénicien au VIe siècle avant J.-C. et dont les empreintes ont façonné "une ville aux multiples styles architecturaux, agencés autour de boulevards et de ruelles à flanc de collines". "Entre monuments brutalistes, vestiges romains et un littoral aux eaux turquoises méditerranéennes, Alger est une destination idéale", écrit l'auteur, suggérant un programme de visites détaillé et optimal

pour un long week-end. Ainsi, c'est la découverte de l'incontournable Casbah, "un quartier datant du Xe siècle, animé et vibrant avec ses escaliers abrupts et ruelles sinueuses" qui est proposée d'abord, avec un rappel du classement du site au patrimoine mondial de l'Unesco: "Explorez les étals du marché et les ateliers de menuisiers, de métallurgistes et d'artistes, avant de vous rendre au musée Ali la Pointe, cette figure emblématique de la résistance" à la présence coloniale française. Le journaliste invite également à déguster, à la rue Bab El Oued, l'un des plats les plus savoureux de la gastronomie algérienne et primé à l'international, "la Rechta" en l'occurrence, puis flâner jusqu'à la Grande Poste d'Alger pour "admirer la façade néo-mauresque de ce bâtiment du début du XXe siècle, devenu un musée consacré à l'histoire postale du pays". Il propose une

virée au Jardin botanique du Hamma, une plongée au cœur du passé néolithique algérien au Musée national de Préhistoire et d'Ethnographie du Bardo et une exploration des trésors archéologiques du musée de Cherchell, construit sur les vestiges d'un palais romain. De là, un prolongement de la virée s'impose jusqu'à la ville de Tipaza, "fondée par les Puniques comme comptoir commercial, puis conquise par les Romains". L'auteur n'a pas manqué de suggérer un détour au "Mémorial du Martyr", au Musée national du Moudjahid, qui expose des photos et des objets retraçant la lutte de l'Algérie pour son indépendance. Soulignant "la culture du café" caractérisant les Algérois, le reportage cite des adresses incontournables, selon lui, pour s'y adonner.

APS

AFFAIRES ÉTRANGÈRES-INTÉRIEUR

Signature d’une convention pour renforcer la coopération en matière de numérisation des services consulaires

Une convention a été signée, jeudi, entre le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, représenté par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), en vue de renforcer la coopération dans le domaine de la numérisation de certains services consulaires. La convention a été signée au siège du ministère des Affaires étrangères par le Secrétaire général du ministère, M. Lounès Magramane, et le Directeur général de la Sûreté nationale, M.

Ali Badaoui, en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Magramane a indiqué que cette convention "constitue un nouveau jalon dans le processus de modernisation des services consulaires, que le ministère des Affaires étrangères place parmi ses priorités, au regard de l'importance particulière ac-

cordée par le président de la République à notre communauté nationale à l'étranger, en tant que composante authentique de la nation algérienne", rappelant que cet "aspect a fait l'objet d'une attention particulière lors de la Conférence des chefs de postes consulaires sanctionnée, en février dernier, par plusieurs recommandations pertinentes". Cette convention vise à accélérer les délais de traitement des services consulaires à travers l'adoption d'un nouveau système numérique adapté à la stratégie nationale de transfor-

mation numérique, précise le communiqué. Cette convention "incarne la volonté commune des secteurs des Affaires étrangères et de l'Intérieur de consacrer une approche intégrée fondée sur le renforcement de la coordination et l'intensification de la coopération, afin de soutenir les efforts de l'Etat en faveur de la modernisation de l'administration et de l'amélioration du service public proposé en Algérie et à l'étranger", conclut le communiqué.

APS

ETUDE

Un tiers de la population mondiale vit dans des régions où la chaleur limite les activités quotidiennes

Environ un tiers de la population mondiale vit dans des zones où la chaleur extrême limite fortement l'activité physique quotidienne, révèle une étude publiée dans la revue Environmental Research Health. L'étude a analysé des données de température et d'humidité couvrant la période de 1950 à 2024. Selon l'analyse, les personnes âgées de 65 ans et plus rencontrent des difficultés

importantes pour accomplir leurs tâches quotidiennes en raison des fortes chaleurs, notamment pendant certains mois de l'année. Ainsi, certaines régions d'Asie, d'Afrique, d'Australie et d'Amérique du Nord deviennent "inhabitables" pour les personnes âgées. La chaleur extrême limite considérablement les activités extérieures sûres pour les personnes âgées de 65 ans et plus, en moyenne

de 900 heures par an, indique le rapport, contre environ 600 heures par an en 1950. Le rapport souligne également l'urgence de mettre en place des mesures pour réduire les principaux facteurs du réchauffement climatique, notamment le pétrole, le gaz naturel et le charbon.

APS

LE PREMIER MINISTRE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU CONSEIL INTERMINISTÉRIEL

La stratégie nationale du cinéma 2026-2030 examinée

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Conseil interministériel consacrée à l'examen de la stratégie nationale du cinéma 2026-2030, indique jeudi un communiqué des services du Premier ministre. Cette stratégie représente "un document de référence s'appuyant sur les engagements du président de la République et traduisant concrètement ses

orientations", précise le communiqué. Ce document de référence "repose également sur la vision intellectuelle et pragmatique portée par le président de la République dans son discours lors des Assises nationales du cinéma, tenues les 19 et 20 janvier 2025, ainsi que sur les conclusions de ces dernières", ajoute la même source. "Fondée sur une approche globale considérant le cinéma comme un projet

national où se croisent les dimensions culturelle, économique, d'investissement, financière, communicationnelle et diplomatique, cette stratégie vise à jeter les bases d'une industrie cinématographique moderne et compétitive, répondant aux attentes du public algérien et insufflant une nouvelle dynamique à la production cinématographique", conclut le communiqué.